



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
27/01/2016**

PROCÈS-VERBAL

Monsieur le Président

Avant de débiter la séance du Conseil de Métropole, je voudrais demander à Monsieur David Frayssinet, Président du Syndicat des Métalliers de l'Hérault et gérant de CFM à Castelnau-le-Lez, de venir me rejoindre ici à la tribune. Seront présents Philippe Ducret, gérant de Ducros SN à Montpellier, et Michel Marty, Secrétaire Général de la FFB 34.

David FRAYSSINET

Bonsoir, merci. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, nous vous remercions tout d'abord pour l'invitation et le temps que vous nous accordez ce soir. Quand je dis « nous », je ne parle évidemment pas en mon nom propre. Je suis David Frayssinet, je représente le syndicat des métalliers de l'Hérault. Nous sommes une composante de l'organisation professionnelle Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault, et vous accueillez donc des gens, des personnes, des représentants de l'activité bâtiment qui, vous ne l'ignorez pas, représentent une certaine masse salariale dans notre département.

Je profite de l'occasion pour vous préciser que nos activités, cette branche bâtiment, sont très multiples, mais à dissocier quand même des travaux publics. Nous travaillons en marchés publics, mais pas en travaux publics, à savoir des travaux d'infrastructure, des travaux routiers. Tout ce qui se fait en ce moment de manière assez colossale ne concerne qu'indirectement notre activité. Le bâtiment, c'est la maison, l'école, l'université, la restauration de bâtiments, l'amélioration des confort énergétiques, c'est différent des travaux publics.

Notre fédération représente également les entreprises construites, structurées, mais aussi des artisans, de toutes petites structures. Nous sommes une fédération, une organisation professionnelle qui essaie de chapeauter l'activité professionnelle des petits, des gros et des moyens évidemment. Nous sommes composés de tous types, toutes tailles d'entreprises.

Cela étant dit, permettez-moi de brièvement vous exposer le motif de notre présence ici et j'essaierai d'être très très bref. Nous avons décidé, le Syndicat des Métalliers de l'Hérault, de participer à la foire-exposition de Montpellier en octobre 2015. Pourquoi ? Pour présenter notre métier. Notre métier, la métallerie, que l'on appelait autrefois la serrurerie, est inconnu, méconnu du grand public, de vous, de vos amis, de vos enfants, de vos parents. Il nous semblait judicieux, dans une confédération bâtiment où l'on sait ce qu'est un plombier, un menuisier, un maçon, de faire un peu plus toucher du doigt les métiers de la métallerie.

Le syndicat a donc participé à cette foire-exposition en partenariat avec le centre de formation de Montpellier qui forme 700 apprentis du CAP au BP chaque année. On parle beaucoup de formation en ce moment, Monsieur le Président, et elle existe déjà. Elle est relativement perfectible, mais elle fonctionne, pour autant que nous puissions donner à ces jeunes un avenir, un travail et une activité dans nos collectivités.

Pour ce rendez-vous de la foire, il s'agissait aussi de mettre en avant la formation et la pérennité des activités au niveau local, pas uniquement dans une logique pédagogique — le métier existe, c'est beau, c'est magnifique, on fait des belles choses. Non, nous sommes un secteur économique qui de plus est très ancien et qui de plus est pérenne. On pensait il y a quelques années que le bâtiment n'était pas délocalisable. Erreur, on s'est trompé.

Aujourd'hui, des produits sont fabriqués très loin de nos contrées, sont mis en œuvre dans nos régions par de la main-d'œuvre détachée, parfois illégalement, souvent illégalement. Le bâtiment finalement, comme beaucoup d'industries, est délocalisable. Nous avons des jeunes ici qui viennent nous voir en nous disant : « *Je voudrais apprendre votre métier.* » Comment faire pour leur promettre un avenir ?

Le métier est passionnant, certes, il est dur aussi, les métiers du bâtiment vous savez ce que c'est peut-être, c'est quand même une exigence, une rigueur, un effort physique, et c'est aussi ce que quelqu'un a appelé « l'intelligence de la main ». On n'a pas besoin d'un ouvrier « manutentionnaire », on a besoin d'ouvriers sachant, connaissant leur métier et le mettant en pratique. Nous avons dit : *« Nous allons aller à la foire, nous allons présenter tout cela, nous allons dire ce que nous savons faire, ce qu'est notre métier. »*

Nous sommes partout : la métallerie, la serrurerie vous ne savez pas ce que c'est et j'en suis convaincu — je n'ai pas le temps de vous interroger individuellement. Dans votre rue, dans votre maison, vous avez un escalier métallique, un garde-corps verrier, une menuiserie aluminium, un rideau, tout cela c'est le travail de la métallerie. Nous formons et nous employons aujourd'hui dans le Département et dans la métropole des jeunes et des ouvriers évidemment, qui sont vos électeurs, nos contribuables, et, pour les plus jeunes d'entre eux, l'avenir.

Alors, nous souhaitons marquer le coup un peu en disant que nous allons présenter nos métiers très modestement. Nos moyens sont humbles, c'est du bénévolat, nous avons une organisation professionnelle, elle est ce qu'elle est, elle propose, elle dispose, elle intervient, elle dénonce, elle tire la sonnette d'alarme, mais elle est surtout là pour défendre les entreprises du bâtiment, et, j'ai l'impression, plus souvent l'emploi, les employés, les salariés que les patrons.

Nous sommes une organisation professionnelle. Nous défendons avant tout l'emploi dans le bâtiment. Un employeur dans le bâtiment peut faire des affaires, il n'a pas besoin forcément d'avoir des salariés locaux. Nous défendons l'emploi local. Nous défendons les contribuables d'ici.

Alors, il y a beaucoup de chantiers ici, il se fait beaucoup, énormément de choses. Nous souhaitons que l'on continue à investir certes sur les travaux, mais sur l'emploi local, c'est-à-dire à former et à proposer du travail aux gens qui vont remettre de l'argent dans les caisses locales. Or, aujourd'hui nous sommes sur un nouveau système économique, un nouveau modèle qui fait que nous avons le *low cost* qui investit le bâtiment. C'est moins cher ailleurs. Que faisons-nous des gens qui proposent une qualification, un savoir-faire localement ? Je ne sais pas.

À vous de répondre et à vous de décider si nous investissons sur demain, sur l'avenir. Formons des jeunes pour les faire travailler demain, payons plus cher des prestations, car nous sommes sur un modèle économique où nos activités sont chères, nous sommes normés, nous avons un certain nombre de charges à assumer, de normes à respecter. C'est plus cher qu'ailleurs. Quand je dis « *investir* », ce n'est pas de mettre du budget sur des travaux, c'est dire que l'on paye une activité qui va permettre une rotation dans l'activité économique locale.

Aux jeunes qui viennent me voir aujourd'hui, je dis : *« Le travail est là, existe, Montpellier a des grues partout, le Département plus ou moins, la Région ou la nouvelle Région certainement, mais qui fera les travaux demain ? Investir, déterminer les budgets, certes, mais qui fera le travail ? Est-ce vous, jeune garçon de seize ans, jeune fille (nous avons des filles dans le bâtiment aussi), est-ce que ce sont d'autres ? Notre modèle économique est-il appelé à disparaître ? Sommes-nous obsolètes ? »*.

C'est pour cela que nous avons voulu nous présenter très modestement et au travers de cette manifestation vous interpeller, Monsieur le Président, en vous disant que nous sommes là, nous existons. Existerons-nous demain ? Sommes-nous pertinents ou pas ? En tout cas, nous allons marquer le coup et nous allons faire un cadeau.

Un ancien (puisque'il y a des jeunes et il y a aussi les anciens) a dessiné une table pour animer, égayer notre stand. Cette table avait trois pieds en forme de M, 3M, Montpellier Métropole Méditerranée, table en verre qui servira je l'espère, et vous rappellera probablement que nous existons, que nous sommes là et que nous contribuons à l'emploi local.

Voilà un peu le message que je veux vous faire passer : nous sommes là, nous ne serons peut-être plus tous là demain et ce sont nos salariés que nous défendons avant tout, notre activité locale.

Il n'y a pas que la vigne, il n'y a pas que l'innovation, il y a aussi des métiers plus simples qui aujourd'hui coûtent trop cher pour construire vos maisons, pour construire nos écoles, mais qu'il faut quand même mettre en avant et défendre pour investir pour demain et continuer à avoir des contribuables dans cette région.

Monsieur le Président, je n'ai absolument pas lu mes papiers. Je souhaite simplement vous remercier pour votre accueil et l'occasion que vous nous avez donnée de nous exprimer. Je vous souhaite aussi une bonne année de la part du Président DUCROS nouvellement élu qui a fêté ses vœux la semaine dernière et je vous rappelle donc que nous avons des centres de formation, des entreprises qui sont encore là et qui ont besoin de travailler à des prix raisonnables évidemment, et qui continueront à former et à défendre l'emploi local. Je pense que j'en resterai là, car j'ai certainement déjà dépassé le temps que vous m'avez imparti. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Avant de dévoiler la table, je voudrais quand même vous répondre sur le fond parce qu'il est bien évident que ce sont les artisans, les commerçants, les petites et moyennes entreprises qui en France, et en particulier dans la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, créent le plus d'emplois. J'en ai conscience.

J'ai conscience aussi que l'artisanat et le travail de la main qui est un savoir-faire, doit être aidé, doit être relayé, doit être promu. Cela aussi, j'en ai conscience. Et je sais qu'il faudra que nous en parlions avec les instances régionales actuelles qui n'ont pas le même degré de formation, et vis-à-vis de l'apprentissage dans les deux anciennes régions, sur lesquelles nous devons déployer nos aides aux entreprises. Je souhaite que véritablement nous ayons ce dialogue-là lorsque nous rencontrerons la nouvelle Présidente de Région. J'aurai l'occasion dans quelques jours de m'exprimer sur ce point.

Mais je partage vos inquiétudes et je sais aussi que le travail de la main chez l'homme est irremplaçable. Lorsque Jacques Saadé, à Marseille, sur la Joliette, a construit la magnifique tour dont l'architecte est Zaha Hadid, il a fallu monter les panneaux de verre à 100 mètres du sol. Vinci n'avait pas de machine pour les positionner. Il a fallu créer aussi l'outil, et c'est la main de l'homme sur le chantier lui-même qui a créé l'outil. Il faut remettre les choses en place, tout le temps. Il faut avoir ce bon sens-là.

Merci en tout cas de ce beau cadeau. Cela ressemble étrangement à une table de poker.

David FRAYSSINET

Parions, parions sur l'avenir !

Monsieur le Président

Elle est très belle, merci beaucoup.

David FRAYSSINET

Les apprentis ont aussi participé aux ouvrages que nous avons mis et présentés sur la foire.

Monsieur le Président

Merci donc à l'entreprise et à tous les apprentis qui ont travaillé. Merci beaucoup, elle est très belle. Merci.

Monsieur le Président

Je vais demander, avant de commencer cette séance du Conseil, à Mademoiselle Bodkin de venir me rejoindre à la tribune. Madame Dardé, Première Vice-Présidente, Mademoiselle Bodkin pour l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Madame BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Mademoiselle Bodkin. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais remercier pour leur présence tous les élus et représentants de la Ville et Agglomération de Fès au Maroc, en la personne de Monsieur Omar El Fassi, deuxième Adjoint au Maire de la ville de Fès, en charge du développement économique et des travaux, de Madame Ibtissam Dahmani Idrissi, sixième Adjointe en charge de l'international, Monsieur le représentant du ministère de l'industrie marocain, Monsieur Driss Sadok, représentant régional, concernant le Centre régional d'investissement de Fès, Monsieur Rachid Aouine, Directeur du centre, Monsieur Youssef Belamrabat, chef de service coopération et partenariat, pour l'Université Sidi-Mohamed-Ben-Abdallah, Monsieur Omar Asobhei, Président de l'Université, et pour la Confédération générale des entreprises du Maroc, Monsieur Berrada Rkhami, Président de la zone Fès-Taza.

Merci de votre présence, bienvenue à Montpellier.

Avant de débiter le Conseil, j'ai un certain nombre d'informations à vous communiquer. Le prochain Conseil de Métropole aura lieu le 24 février à 18 heures, puis le 14 avril 18 heures où nous voterons le budget, puis le 26 mai à 18 heures, puis le 30 juin à 18 heures. 24 février, 14 avril, 26 mai et 30 juin.

J'ai un nombre important de communications à faire. Je vais commencer par les plus simples vers les plus complexes.

D'abord, je voudrais féliciter pour sa nomination Monsieur Le Ludec, nouveau Directeur général du CHRU de Montpellier. La Métropole est représentée au Conseil d'administration. Et je remercie Marisol Touraine, Ministre des Affaires sociales et de la Santé, qui a entendu et qui a tenu compte de l'avis du Président du CHRU, en l'occurrence moi-même, du Président de la CME, Monsieur Patrice Taourel, et du Doyen de la faculté, Monsieur Jacques Bringer, même si quelques petits arrangements entre amis avaient essayé de déstabiliser le ministère — peine perdue.

Je voudrais vous inviter à l'Open Sud de France qui commencera en fin de semaine pour une semaine magnifique à l'Arena. Marquez-le dans vos agendas.

Je vous rappelle également que nous nous sommes positionnés sur l'exposition universelle de 2025 où la France candidate. La caravane qui sera chargée de vendre le projet en régions partira de Marseille le 18 février et restera une semaine, la semaine suivante, à Montpellier. C'est la raison pour laquelle Bernard Travier n'est pas là ce soir : il nous représente à Paris à la conférence de presse qui annonce la candidature de la France. Nous nous sommes déterminés sur une thématique. Cette thématique est le numérique.

Je vous rappelle aussi que le 29 et le 30, avec Max Lévit, nous signerons l'accord-cadre, le 29 à Toulouse avec Jean-Luc Moudenc et François Chollet, et le 30 à Montpellier à l'opéra Comédie à 16 heures. Contrairement à ce qui a été écrit dimanche dans *Midi libre*, le rendez-vous avec Kléber Mesquina, Président du Conseil Départemental, s'est excellemment passé, et merci au journal *La Marseillaise* de l'avoir indiqué avec clarté. Kléber Mesquina, lundi, en session du Conseil Départemental, a dit ce que je vais dire maintenant. Cela s'est passé dans un esprit de construction cordiale, amicale, et nous avons prévu de nous revoir d'ici un mois. Je restitue in extenso et précisément les propos du Président. Je les partage et les cautionne.

Donc, ceux qui expliquent aux journalistes qui les croient sans vérifier une version des faits, peine perdue. Je voudrais remercier Fleur Pellerin, Ministre de la Culture, avec qui j'ai communiqué à plusieurs reprises, et qui a octroyé à Montpellier Méditerranée Métropole une subvention de 72 000 euros pour l'achat du tableau de Joseph-Marie Vien qui sera destiné au musée Fabre. Je la remercie pour son petit mot très amical en bas de page.

Je voudrais remercier Jean-Claude Juncker, et c'est un courrier qui vient de la Commission européenne, qui confirme le fait que la Commission européenne est très attentive et partenaire au financement du tronçon LGV qui lie l'Espagne à la France. Il confirme ce que d'ailleurs Jean-Pierre Moure en son temps avait dit après sa rencontre avec Monsieur Juncker.

Maintenant, je vais parler de deux sujets, un court et un long.

J'ai vu qu'il y en a qui s'excitent sur la cinquième ligne du tramway, qui font des réunions et qui essaient de réécrire le match et l'histoire. Je me suis procuré le rapport de la commission d'enquête de la cinquième ligne. Je vais vous lire les recommandations des commissaires enquêteurs. D'abord, je vais vous les projeter et ensuite je vais vous les distribuer, un à chacun. Pendant que vous le portez, Stéphanie, je vais le lire à haute et intelligible voix.

Recommandation numéro 1 : commencer les travaux par le bouclage de la ligne 4 en vue d'améliorer sa rentabilité, de favoriser les interconnexions du réseau et de desservir le cœur de la ville en priorité. Écoutez la musique.

Symphonie numéro 2, recommandation numéro 2 : compte tenu du montant élevé de l'opération et de la conjoncture économique actuelle, la commission recommande un étalement des investissements sans remettre en cause l'objet final du projet. Dans cette optique, elle propose de différer l'exécution des travaux pour les trois tronçons : Lavérune-Génevaux, Paul-Fajon-Les-Bouisses, et Girac-Clapiers.

Recommandation numéro 3 : Montpellier est une ville universitaire reconnue. Le quartier La Gaillarde SupAgro INRA n'est pas desservi par le projet de ligne 5. Vous l'avez, là ! Merci Stéphanie. La commission recommande à la Communauté d'agglomération de Montpellier de ne pas rejeter définitivement cette proposition.

Je n'avais pas eu connaissance de ce rapport d'enquête, mais je m'aperçois qu'il est dans la trame des orientations politiques que de fait nous sommes contraints de prendre. J'y ajouterai un certain nombre de modifications liées aux trajets internes à la ville, notamment celle de la préservation du parc Montcalm qui passera de 15 hectares à plus de 20 hectares.

Je n'enlève et je ne retire rien à ce que j'ai dit préalablement : les territoires qui étaient desservis par le projet de ligne 5, nous devons les desservir d'une façon ou d'une autre. Cela n'enlève rien à ce que nous avons dit ici, c'est simplement pour vous montrer que les décisions que nous avons prises sont frappées du coin du bon sens.

Dernier point : c'est un peu plus compliqué, il faut bien suivre. Il faut être attentifs. Je vais vous parler de l'IDEX. Si vous voulez, Stéphanie, distribuez le rapport d'enquête et les conclusions, les recommandations pour la ligne 5. Après, quand vous aurez tout distribué, je vous parlerai de l'IDEX pour que vous soyez bien concentrés.

En introduction, je vais vous rappeler une phrase qu'aimait à prononcer Georges Frêche : « *Les affaires universitaires sont trop importantes et fondamentales pour qu'on les confie seulement à des universitaires.* » Je partage ce point de vue. Vous avez en bas de page le nom des signataires, commissaires enquêteurs.

IDEX égal initiative d'excellence universitaire. Il ne vous a pas échappé que l'Université de Montpellier, que l'IDEX Montpellier a été refusée pour la troisième fois. Pas deux, trois : je sais compter. Je le dis pour les journalistes. Ce n'est pas deux, c'est trois.

Il y a deux façons de porter ce projet. Une façon qui est soutenue par le Ministère et qui est la COMUE, c'est-à-dire un projet d'Universités fédérales, et une autre façon de soutenir le projet qui n'est pas interdit, mais qui n'est pas préconisé en première intention par le Ministère : la fusion des Universités. Le projet qu'IDEX a produit a été porté par la fusion des Universités Montpellier I anciennement et Montpellier II.

Le résultat du jury : le papier original. Je vous lis un petit passage. « *L'Université de Montpellier a choisi de soumettre une proposition IDEX plutôt qu'un e-site, et a argumenté qu'elle avait une grande force pour créer une Université complète en dix ans. Cependant, le périmètre du projet est encore concentré sur un nombre limité de domaines, et les sciences économiques et sociales sont principalement absentes de la stratégie de recherche.* »

Dans la COMUE, étaient présents au départ toutes les Universités et les instituts de recherche, de même que l'Université de Nîmes et que l'Université de Perpignan. Dans le projet de fusion, une partie de ces Universités était présente, mais pas la totalité. Je vais être *soft* sur les personnes pour ne m'attacher qu'aux résultats. La Métropole finance la COMUE à hauteur de 40 000 euros. Si c'est pour un résultat comme celui-là et une COMUE qui ne sert pas à porter le projet, j'arrêterai le financement. Je ne vois pas pourquoi nous financerions une structure qui ne porte pas l'initiative d'excellence.

De même, toujours pour valoriser l'Université et pour mettre la Métropole en adéquation avec son acquisition d'une nouvelle compétence (la compétence universitaire), nous avons inscrit dans le contrat de plan État Région 15 millions d'euros pour les structures universitaires. Je gèle à partir de ce soir les 15 millions d'euros et je demande que les universitaires se rassemblent dans la COMUE. C'est très simple. Je respecte en cela les vœux du Ministère. Il faudra qu'ils me fassent une statue, au Gouvernement !

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Je passe à l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 76 affaires. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU MERCREDI 16 DÉCEMBRE 2015

Monsieur le Président

Affaire 2, approbation du procès-verbal, pas de demande ?

Excusez-moi, Monsieur Rouilleault, pardonnez-moi. J'ai fait une petite erreur. J'ai oublié en fin de l'affaire 1, juste après l'ordre du jour, de donner la parole à Thierry Breysse, Maire de Cournonterral qui me l'a demandée pour un petit réglage médiatique.

Thierry BREYSSE

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, concernant l'article du *Midi libre* du mercredi 13 janvier 2016 à propos des élections départementales du canton de Pignan, je souhaite faire une mise au point et vous tenir informés du jugement du Tribunal Administratif qui a été rendu hier. Contrairement à ce qui a été écrit dans cet article, nous n'avons pas omis de transmettre aux comandataires financiers en vue de remboursement certains frais engagés. L'ensemble des dépenses liées à la campagne a été transmis à notre mandataire qui a remis la totalité des comptes de campagne à la commission qui gère ces comptes de campagne, la Commission nationale.

L'ensemble des dépenses s'élève, je le rappelle, à 11 789 euros. Je tiens à souligner (il est important que vous le sachiez) que nous avons entièrement financé, Michelle Cassar et moi-même, la campagne sur nos deniers personnels. Comme chacun peut le constater, ces frais de campagne sont très inférieurs au plafond de dépenses autorisées pour le canton de Pignan, qui s'élève à 26 460 euros.

Mais effectivement, 3 700 euros sur la somme de 11 789 euros ont été réglés directement par les candidats alors qu'ils auraient dû l'être par le mandataire financier. C'est le seul motif de rejet du compte de campagne relevé par la commission. Rien n'a été occulté, rien n'a été omis. Il s'agit d'une erreur purement formelle qui n'est pas de nature à ternir l'intégrité et l'éthique des candidats. Pour ce qui concerne le jugement qui a été rendu hier, nous sommes inéligibles pour douze mois. C'est une sanction symbolique qui n'a aucune incidence sur les fonctions de nos Maires.

Mais je vous lis le commentaire du juge qui pour moi est fondamental : « *Aucune volonté de fraude n'a été caractérisée.* » C'est pour moi très important. Ce matin, un journaliste, Monsieur Guy Trubuil, a rectifié son propos dans son article qui est objectif et conforme à ce que je viens de vous dire. Merci de m'avoir écouté, Monsieur le Président, je tenais absolument à faire le point, pour moi c'est très important.

Monsieur le Président

Merci Monsieur le Maire, et merci à Guy Trubuil, journaliste à *Midi libre*, qui a donc, d'après vos propos, rétabli les choses dans leur état.

Sur l'affaire 2 et sur le procès-verbal, Monsieur Rouilleault a demandé la parole.

Henri ROUILLEAULT

Très rapidement, Monsieur le Président, merci de me donner la parole. Parmi les nombreux débats qu'il y a eu (puisque'il y avait 114 ou 115 résolutions, de mémoire), nous avons été évidemment, comme souvent, très vite à la fin, et je voulais signaler, parce que je n'avais pas eu le temps de le faire, que l'ensemble des références juridiques qu'il y avait concernant la question du travail le dimanche comportaient plusieurs erreurs dans le prérapport qui nous a été transmis. Je souhaiterais évidemment que ces références juridiques soient vérifiées.

Comme j'ai la parole sur ce sujet du travail le dimanche, je voudrais juste (j'ai relu les débats parlementaires) donner quelques petites citations rapides puisque c'est un sujet que nous reverrons chaque année au mois de décembre. Elles viennent de la rapporteure à l'Assemblée nationale et du Ministre.

La première est de dire que le dimanche n'est pas un jour comme un autre. La deuxième est de dire que nous faisons un choix social-démocrate : pas d'accord, pas d'extension du travail le dimanche. La troisième : c'est que l'EPCI, en l'occurrence pour nous la Métropole, doit jouer un rôle régulateur. Et la quatrième est que je fais confiance aux Maires. La quatrième est évidemment subordonnée aux trois premiers points.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rouilleault. Je mets aux voix l'affaire 2 : qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3, il s'agit de la synthèse des décisions qui ont été transmises dans le dossier du Conseil. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Affaire 3 : contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTPELLIER, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LA DYNAMISATION DU CŒUR MARCHAND DE LA VILLE DE MONTPELLIER — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 4, il s'agit du protocole d'accord avec la Chambre de Commerce et d'Industrie. Vous savez que nous possédons, via la SERM, via la SAAM, via la Métropole et via la Ville de Montpellier, un certain nombre de locaux acquis, restaurés et remis à disposition de certains commerçants. Mais le boulot de la Métropole et de la SERM n'est pas de trouver les commerçants adéquats. Nous n'avons pas de service pour cela, nous n'avons pas l'expertise pour faire cela ni les fichiers nécessaires. Donc nous proposons de passer un accord Ville-Métropole-Chambre de Commerce pour pouvoir être pertinents sur la relocalisation des commerçants qui souhaitent des locaux commerciaux adaptés pour leur activité et pour la diversité des activités également. Qui veut des explications ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, je suis vraiment surprise de lire cela aujourd'hui. En plus, je vois que c'est hors commission, nous n'avons pas pu en discuter au sein des commissions donc personne n'a pu poser les questions avant la séance du jour. Je souhaiterais quand même vous rappeler qu'il existe une loi. Cette loi permet bien entendu de déroger à la règle de la liberté d'entreprendre, tout en respectant l'esprit de la Constitution qui est de protéger les plus faibles et les plus petits contre les plus gros.

Donc, si l'on veut bien respecter cette loi — et pour moi c'est très important de continuer à respecter notre Constitution, et vous l'avez un petit peu rappelé donc j'imagine que vous avez bien compris que peut-être ce n'était pas trop de notre ressort tout cela —, il s'agit quand même d'une vision dirigiste issue d'une vision abandonnée dans tout le monde autre qu'à Montpellier. Quand même, depuis trente ans on voit que l'on a essayé de déroger à la règle, essayé de préempter des commerces, d'arriver à faire un petit peu ce que l'on ne devrait pas faire. Je vais m'exprimer un peu plus clairement.

Anne BRISSAUD

C'est bien : je vois que l'on m'écoute, ce n'est déjà pas mal.

Monsieur le Président

Franchement, vous connaissant, pour moi c'était très clair.

Anne BRISSAUD

Très bien, parfait.

Monsieur le Président

Je suis arrivé à traduire *in line*.

Anne BRISSAUD

Pour moi, chacun son boulot. La CCI a son travail, qui est justement de voir et de proposer des commerces, des marques, des enseignes (comme vous le dites dans le prérapport), et ce n'est absolument pas notre travail. Notre travail, c'est plutôt à la limite d'écouter la CCI et donc les conseils des professionnels, et favoriser leur activité.

Pour nous, favoriser l'activité des commerçants, ce serait plutôt rendre les rues propres, rendre les voies accessibles, diminuer le tarif du stationnement, arriver à sécuriser la ville, autant pour les commerçants que pour les clients, et en aucun cas décider de quel type de commerce doit être installé dans telle rue ou dans tel espace, etc.

Là-dessus, je m'étonne vraiment d'un accord de ce type. Je pense que nous avons suffisamment de travail à Montpellier et dans la Métropole pour ne pas nous occuper de ce que savent très bien faire les commerçants et les entrepreneurs. Donc, laissons libres les entrepreneurs de s'installer où ils le sentent nécessaire, et surtout, aidons-les à avoir envie de s'installer à Montpellier sans les diriger et sans les obliger.

Je suis dans une logique de libérer l'activité plutôt que de la contraindre, et Monsieur le Maire, depuis trente ans vos prédécesseurs font ce type de manœuvre. Je pense qu'il est temps de s'arrêter. Voilà deux ans maintenant que vous êtes Maire et Président de la Métropole, quasiment ; il est temps de rompre avec ce système qui est d'imposer les choses et d'avoir une vision très dirigiste de l'économie. Aujourd'hui, moi je voterai contre, car je pense que vous dérogez à vos compétences.

Monsieur le Président

Merci. Quand vous serez députée, vous présenterez un amendement.

Anne BRISSAUD

La loi existe, Monsieur le Maire, il suffit de la respecter et de ne pas la contourner, dans le respect de l'esprit de la République.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix. Qui est contre ? Deux contre, c'est bien, Madame Jamet et Madame Brissaud. Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – PRÉFIGURATION DU BÂTIMENT TOTEM DÉDIÉ AU NUMÉRIQUE DANS LES LOCAUX DE L'ANCIEN HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE PAR LA VILLE – MANDAT A LA SAAM – APPROBATION — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 5, préfiguration du bâtiment totem pour les entreprises numériques. Madame Marion étant absente aujourd'hui pour raison de décès très proche (et je lui adresse toutes nos condoléances), c'est Max Lévitá qui rapportera. Nous avons préalablement un petit film sur la French Tech à proposer aux Conseillers de Métropole.

Une vidéo est diffusée.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Lévitá.

Max LEVITA

Merci Monsieur le Président. J'interviens à la demande de Chantal Marion, comme vous l'avez indiqué, Monsieur le Président, qui ne peut être avec nous ce soir. Elle m'a demandé de faire un retour en arrière sur l'année écoulée depuis que nous avons obtenu le label French Tech, en soulignant que les entrepreneurs s'engagent chez nous en faveur de la communauté French Tech et se sont engagés de manière collective, avec une année 2015 qui a été particulièrement riche.

Je vous rappelle un certain nombre d'événements : le Big Up For Start-Up qui a été organisé par huit grands comptes et la Métropole en mai et juin dernier. Huit grands comptes, depuis La Poste jusqu'à EDF, GRDF, etc., se sont rendus à Montpellier et ont rencontré les acteurs locaux. Ces acteurs qui ne travaillaient pas ensemble ont construit et lancé un programme sous l'impulsion du groupe La Poste. Huit Directeurs de l'innovation nationaux sont venus rencontrer les entreprises locales, plus de 100 rendez-vous individuels ont eu lieu.

En 2015, nous avons lancé l'accélérateur XLR Capital au MIBI depuis septembre. Nous avons également lancé le Start2you, un programme collaboratif d'accélération. L'Open Cité a été organisée en octobre. C'est un projet porté par la Caisse des Dépôts et l'État qui vise à favoriser la création d'entreprises dans les quartiers prioritaires, tout en mobilisant et utilisant les méthodes des start-up. Nous avons également organisé l'événement Xtrem'Up — une conférence qui a eu lieu en mai autour des sports extrêmes et de l'entrepreneuriat —, qui a été organisé par un collectif d'entrepreneurs.

A été également organisé le film, nous venons d'en parler, l'opération Start-up X'change qui est l'immersion de dix start-up locales dans l'écosystème entrepreneurial d'Austin en octobre. Également autour du Digiworld Summit organisé en novembre, la Digiworldweek a été organisée par l'IDATE : une semaine d'événements autour du numérique sur tous les territoires.

Enfin, le lancement du Pass French Tech porté directement par la Métropole. Neuf entreprises ont été sélectionnées sur le territoire, faisant ainsi partie des opérateurs qui vont tester l'extension sectorielle du Pass French Tech aux cleantech et biotech industries. Le film parle également du BIC, qui figure dans le top cinq des meilleurs incubateurs du classement UBI Global pour la deuxième année consécutive.

À signaler : plus de 80 millions d'euros de fonds ont été levés en 2015, ce qui représente plus de 60 % par rapport à 2014. Cette dynamique de 2015 va se poursuivre en 2016. Il y aura une deuxième édition des événements que je viens de vous indiquer.

Il y a eu également en janvier (nous sommes en 2016) l'organisation de Start-up Lycée au cœur de la Silicon Valley à San Francisco. Nos entrepreneurs sont partis au cœur de la Silicon Valley pour faire rayonner le savoir français et ont organisé un concours de start-up dans un lycée français après le CES de Las Vegas où 26 entreprises du territoire étaient présentes.

En 2016, il y a un projet d'école du numérique porté par FACE Hérault, Simplon, Dell et la Métropole. Il y a un nouveau projet d'accélérateur. Enfin, et j'en viens à l'objet du rapport qui vous est présenté ce soir : le lancement du bâtiment totem de la French Tech.

Dans le cadre de la labellisation French Tech, nous nous sommes engagés à construire un bâtiment totem. Ce bâtiment totem, à l'heure actuelle, il y a des études qui sont en cours pour le localiser et également pour le financer. En attendant, afin de ne pas perdre de temps, il est proposé, et c'est l'objet du rapport qui vous est proposé ce soir mes chers collègues, d'utiliser une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville pour abriter des entreprises.

Donc, ce soir c'est une convention essentiellement puisque l'ancien Hôtel de Ville appartient à la Ville de Montpellier : il y a donc transfert — un peu compliqué (si vous voulez des détails, je vous les donnerai) —, au terme duquel la Ville de Montpellier confie à la Métropole cet hôtel afin qu'elle puisse y accueillir les entreprises qui voudront bien s'y installer. Madame Marion me charge de vous indiquer, Monsieur le Président, que le nombre de candidatures étant fort élevé, beaucoup plus élevé que ce qui était prévu initialement, il sera nécessaire de préparer une procédure afin de choisir et de mettre la durée pendant laquelle ces entreprises pourront être accueillies dans cet hôtel totem. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Lévit. Je vais donner la parole à ceux qui me la demandent. Deux mots. Je répondrai après parce que peut-être que j'aurai trois mots à dire. D'abord Madame Brissaud, et ensuite Monsieur Larue. Y a-t-il d'autres demandes de parole ? Madame Touzard. Madame Brissaud a la parole.

Anne BRISSAUD

Quand on lit cette affaire, on semble comprendre que certains projets qui avaient été envisagés dans ces locaux ont été abandonnés. J'aurais aimé que vous précisiez justement si ces projets ont été abandonnés et si les propositions qui vous avaient été faites de la part de commerçants, par exemple, de racheter les locaux, ont été également abandonnées, sachant que justement je trouve que c'est complètement incohérent avec l'affaire 5 où l'on disait que l'on voulait valoriser les commerces du centre-ville et arriver à développer l'activité commerciale en centre-ville. En plus, il ne faut pas faire non plus d'amalgame et d'opposition entre le centre et la périphérie. Nous y reviendrons à un autre moment.

Il me semble qu'aujourd'hui, vous êtes Président de la Métropole, et que nous ne pouvons pas lutter pour les commerces du centre-ville de Montpellier en excluant ceux de la périphérie. Mais c'est encore opposer les uns aux autres, et je trouvais cela dans l'affaire 5 un peu particulier. Sur l'affaire 6, nous voyons que l'immeuble totem est pour six ans. Cela veut-il dire que pendant six ans, les autres projets seraient mis en attente ? Que se passe-t-il pour ces projets, les propositions qui vous ont été faites de rachat de l'immeuble ?

Monsieur le Président

Je répondrai en masse à la fin. Monsieur Larue.

Alex LARUE

Bonsoir à toutes et à tous. Tout d'abord (une fois n'est pas coutume), laissez-moi commencer par vous féliciter, féliciter la Métropole et féliciter aussi votre prédécesseur Jean-Pierre Moure pour les actions menées en faveur de la French Tech pour les sociétés innovantes numériques.

Monsieur le Président

Exact, c'est Monsieur Moure qui a lancé le dossier.

Alex LARUE

Je trouve que c'est un élan économique très important, mais, au-delà, un élan culturel qui donne une connotation d'entrepreneuriat à notre Métropole qui est très positif. Dans ces cas-là, nous ne pouvons que nous incliner et vous soutenir dans cette démarche.

J'avais une question un peu plus technique sur cette affaire : justement, Monsieur Lévitte parlait du bâtiment totem. Où en sommes-nous des études sur la localisation et sur le coût ? J'avais cru comprendre lors de l'un de vos derniers discours que vous envisagiez de le mettre à proximité de la gare de la Mogère. Je ne sais pas si c'est toujours envisagé. Si oui, qu'est-ce que ce bâtiment totem va devenir si jamais la gare de la Mogère ne se fait pas ? C'est une de mes vieilles questions, aussi pour la Business School. C'était la première question.

Deuxième question : le coût de ce bâtiment totem ?

Et troisième réflexion : elle rejoint (une fois n'est pas coutume) celle de Mademoiselle Brissaud sur la ZAC Pagézy. De manière générale, nous avons voté en Conseil municipal en 2015 et en Conseil métropolitain la mise en place d'une étude sur la réhabilitation de la ZAC Pagézy (mais au-delà de cela : d'Antigone jusqu'au Lez), et vous y aviez inclus l'Hôtel de Région à l'époque. Je me demande si nous ne pourrions pas complètement envisager de mettre ce bâtiment totem de manière définitive sur la ZAC Pagézy. J'entends qu'il y a des projets d'extension du Polygone notamment, des choses comme cela.

Ne pourrions-nous pas justement coupler les deux projets pour essayer de faire venir ce bâtiment totem avec tout ce qu'il implique en termes de population active, de dynamisme pour le centre-ville sur cette ZAC Pagézy, avec extension du Polygone (c'est un autre sujet), mais avoir une réflexion globale et abandonner ce bâtiment totem à la Mogère (puisque a priori c'était le dernier projet), pour affecter le coût sur une réfection globale de cette zone ?

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue, de votre intervention constructive. Madame Touzard.

Isabelle TOUZARD

Monsieur le Président, chers collègues, bonsoir. C'était également pour saluer tout le travail, la dynamique mise en place autour de la French Tech — c'est vraiment extraordinaire —, et la démarche conduite avec les entreprises. Simplement, une petite suggestion. J'ai déjà parlé, souvent, avec certains, de la *smart city*, de la cité intelligente, mais il ne faut pas oublier que sur Montpellier nous avons de quoi faire une *smart country*.

Pour les connaître par ailleurs dans mon secteur professionnel, nous avons un potentiel de recherche autour notamment de l'agriculture de précision qui est un peu unique, en France et plus largement. Une toute petite remarque : le film était vraiment excellent, mais peut-être un peu comme le film précédent, un peu centré Montpellier. Je pense que nous serions aussi très innovants pour aller au bout de l'action comme territoire particulier qui a un centre urbain entouré de communes rurales, aller jusqu'au bout de la logique aussi dans le domaine du numérique.

Monsieur le Président

Je partage votre point de vue, Madame Touzard, sur l'aménagement du territoire la *smart country*. Mais *smart country* plus *smart city* égale *smart* Métropole. Je rappelle les lettres de SMART : *simple*, simple (c'est un terme d'industrie), M, mesurable, A, ambitieuse, R, réaliste, et T, définie dans le temps. C'est la ville durable, c'est l'aménagement durable tout simplement, mais vu sous l'angle industrie.

Je vais répondre à ce que dit Monsieur Larue et à ce que dit Madame Brissaud. Nous avons décidé, parce que nous avons une pression terrible des entreprises pour s'installer à Montpellier, de leur dédier un certain nombre de plateaux et de mètres carrés dans l'Hôtel de Ville ancien de Montpellier, qui d'ailleurs est revenu en gestion à la Métropole après la fin du contrat qu'avait un opérateur chargé de louer des locaux.

Plusieurs entreprises de la French Tech s'y sont installées et nous avons une demande, comme l'a dit Max Lévit, extrêmement forte. Ce qui est intéressant pour les entreprises, c'est que ce sont des plateaux nus et que dans les entreprises citoyennes numériques, il y a beaucoup d'allers et retours en fonction des contrats, des associations, des marchés, des thématiques qu'elles développent, donc il faut arriver à adapter les locaux de façon permanente.

Nous avons visité ce matin l'hôtel d'entreprises avec Monsieur Fina, et nous avons bien vu qu'ils sont en recherche de mètres carrés. Ce qui est intéressant, et là je réponds à Madame Brissaud, c'est que pour le centre-ville, cela représente *in fine* de 300 à 400 employés membres de ces entreprises qui vont être en permanence sur le site du centre-ville. Et si vous aviez écouté les commerçants de la dalle du Triangle, dessus et dessous, ils nous disent que depuis que la Mairie de Montpellier a été transférée à la nouvelle mairie de Montpellier, beaucoup souffrent parce qu'ils n'ont pas les chalands, les utilisateurs, les usagers qu'ils avaient en la personne du personnel municipal.

Et puis laisser une friche au centre-ville sans l'occuper, cela aussi c'est une vision durable de l'aménagement de la ville. C'est la reconquête urbaine, en termes d'urbanisme. Alors, pour donner un sens à cette reconquête urbaine, nous allons désigner l'ancienne mairie, Madame Brissaud, et nous allons peindre sur sa surface de très belles cocottes couleur rose magenta, comme celles de la French Tech. Et vous verrez que ce sera un bâtiment signal, en attendant le bâtiment totem.

Pourquoi en attendant ? J'aurai l'occasion de m'exprimer sur ce point. J'ai prévu de faire une conférence de presse, je le dis pour les journalistes, de quatre heures (parce que quand cela dure quatre heures, il faut prévoir), uniquement fixée sur le centre-ville : la circulation, la culture, le patrimoine, l'économie, le commerce, le prix des terrasses, etc. Et la ZAC Pagézy. Et je sais que tous les opérateurs concernés seront présents. Ils me l'ont confirmé.

J'ai fait une promesse : c'est d'équilibrer en termes commerciaux Odysseum et Ode. Donc il va falloir pour le centre-ville proposer un projet. C'est la raison pour laquelle, avec Madame Roussel-Galiana que je félicite et qui nous rejoindra bientôt sur les bancs de la Métropole, avec Véronique Perez ici présente, nous avons cette idée de proposer un grand projet de centre-ville qui tiendra compte de tout — de l'urbanisme, de l'étude urbaine dont vous parlez — et qui sera pour fortifier l'ensemble des acteurs du centre-ville.

Sur le thème de l'hôtel totem : l'hôtel totem est lié très largement à l'aménagement de la ZAC OZ. Vous avez vu, là je vais faire une précision parce que je lis n'importe quoi des fois, surtout sur les *tweets*. Depuis que les *tweets* existent, j'ai lu sur la gare de la Mogère un certain nombre de choses fausses. Je tiens à les corriger.

Le permis de la gare de la Mogère, ce n'est pas moi qui l'ai signé, c'est le Préfet. Les gares, ce n'est pas le Maire, c'est le Préfet. Le permis de la gare à ce jour n'est pas attaqué. Ce n'est pas le permis de la gare qui est attaqué, c'est le PPP avec Bouygues, c'est-à-dire le montage juridique pour le CNM. C'est celui qui coûte 2 milliards, c'est-à-dire le contournement Nîmes-Montpellier plus la gare de Manduel et la gare de Montpellier, la Mogère.

Là-dessus, Madame Delga et Monsieur Onesta ont souhaité enclencher un moratoire sur le rail, réinterroger l'usage du rail. Eh bien, nous attendons patiemment. Nous avons dit la chose suivante : nous construisons les ouvrages d'art (parce que c'est une gare-pont), c'est-à-dire le pont, la dalle qui passe au-dessus des voies, ensuite nous verrons pour la gare. Parce que si la Région ne finance plus, il n'y a pas de raison que nous financions. Nous ferons des économies.

Nous sommes suspendus aux lèvres de la Région. Si la gare ne se faisait part, cela requestionnerait sur l'urbanisme du quartier OZ, pour la Business School conduite par la Chambre de Commerce, mais aussi pour peut-être l'hôtel totem et le centre d'affaires que nous avons prévus. C'est pour cela qu'avec Madame Jannin, dans le cadre de la ZAC du Nouveau Saint-Roch, nous avons prévu un certain nombre de mètres carrés dans la ZAC du Nouveau Saint-Roch qui peuvent être utilisables pour des centres d'affaires.

Nous avons tout prévu, nous sommes prêts à toutes les éventualités. Quoi que fasse la Région, nous retomberons sur nos pattes. Je l'avais prévu depuis le début du mandat, vous m'en saurez gré.

Alex LARUE

Quel est le calendrier ?

Monsieur le Président

Le calendrier de la Région.

Non seulement ils sont structurants, mais, en plus, il y a des pénalités sur les PPP. Ils coûtent de l'argent quand on ne les fait pas.

Je n'exclus rien. Vous savez qu'au début, pendant la campagne, j'ai plaidé pour que dans l'ancienne Mairie nous ayons un Centre d'Art Contemporain. Ce Centre d'Art Contemporain, nous avons décidé de le porter sur le Musée de la France et de l'Algérie parce que je suis persuadé que c'est mieux pour le centre-ville. Mais si nous avons des entreprises citoyennes de la French Tech, du numérique et du design qui s'installent là, ce n'est pas incompatible.

Les locaux nous appartiennent, nous proposons une situation transitoire en attendant de voir ce qui va se passer sur OZ. En même temps, nous allons recevoir un nombre d'entreprises assez considérable parce qu'il y a des entreprises partout en France qui veulent s'installer dans l'hôtel de la French Tech à Montpellier. Ce

matin, avec Philippe Boulet, le Directeur de service que je remercie, et Christian Fina, nous faisons le tour et franchement, c'est formidable. Ce sont des entreprises qui travaillent avec le monde entier. C'est très bon pour l'image de Montpellier. C'est pour cela que, dans le cadre de l'appel à candidatures de la France sur l'exposition universelle de 2025, nous avons choisi la thématique numérique, pour bien marquer la personnalité de notre Métropole.

Il n'a jamais été en vente, Madame Brissaud. Il avait un contrat fait. C'était quel opérateur que nous avons ? C'était Icade. Il n'a jamais été en vente. Qui vous a dit cela, Madame Brissaud ?

Vous n'avez pas écouté certains Conseils municipaux de Montpellier, quand même !

Vous pouvez poser la question et moi je vous donne la réponse. C'est simple, comme fonctionnement.

Je mets aux voix l'affaire 5. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention, adoptée à l'unanimité des exprimés.

Alors, pour vous Madame Brissaud, exceptionnellement je refais voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous votez tout le temps pareil, toutes les deux !

AFFAIRE N° 6 : FINANCES — ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2016

Monsieur le Président

Affaire numéro 6, attributions de compensation aux communes pour l'exercice 2016. Qui souhaite des explications auprès de Max Lévi ? Je mets aux voix. Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Je rappellerai juste ici que je trouve cela étrange, de faire voter une compensation financière sur un budget qui n'a pas pu encore faire l'objet de débats.

Max LEVITA

C'est absurde, c'est complètement absurde. C'est précisément pour permettre à la Métropole et aux 31 communes de fonctionner, de calculer leur budget, que ce projet passe ce soir. S'il ne passe pas ce soir, en particulier la Ville de Montpellier ne peut pas voter son budget. Il faudrait que vous veniez aux réunions, je vous expliquerais, Madame.

Anne BRISSAUD

C'est votre fonctionnement, en tout cas.

Monsieur le Président

Nous avons Madame Jamet, maintenant nous avons Madame Jamet plus Madame Brissaud. C'est la catastrophe.

Je mets aux voix l'affaire 6. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur Raymond, vous avez souhaité parler, pardon.

Joël RAYMOND

Merci, Monsieur le Président. Juste, je voudrais interpellier Monsieur le Vice-Président Max Lévitá sur le mode de calcul. Notamment, pourquoi dans certains cas l'évaluation de nouvelles charges donne lieu à une soustraction, alors que l'évaluation de nouvelles charges dans d'autres cas résulte d'une addition ? J'ai dû rater une étape.

Max LEVITA

Mon cher collègue, c'est dû à une seule et unique chose. Ce qui vient en diminution c'est la prise en compte de la taxe sur la consommation finale d'électricité. Deux communes simplement, Grabels et Montpellier, ont décidé de transférer cette taxe à la Métropole donc, puisque c'est un produit, cela vient en diminution de ce que la Métropole leur demande de verser. Ce sont les deux seuls cas où il y a une diminution.

En revanche, les autres, en ce qui concerne les annuités transférées, cela vient en plus, et le transfert des constructions d'ouvrages pour la ville de Montpellier, les 2 millions, cela vient en plus.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Balazun ?

Geniès BALAZUN

Monsieur le Président, conformément à mon vote lors de la commission d'évaluation de transfert de charges, je voterai contre pour plusieurs raisons. Notamment celle qui me dérange le plus est le mode de calcul des transferts de charges des communes vers la Métropole où l'on pérennise des dépenses d'investissement dans le budget de fonctionnement et qui met le budget de nos communes (en tout cas la mienne) en difficulté. Je voterai contre ce rapport.

Max LEVITA

Juste un point. Notre collègue a parfaitement raison sur le fait que nous l'avons proposé aux différentes associations qui représentent les communautés. Effectivement, l'attribution de compensations distingue les deux compensations : la compensation fonctionnement qui devait être au budget de fonctionnement et la compensation investissement. Il se trouve que la loi ne nous permet pas de faire la distinction, mais la remarque de notre collègue est parfaitement pertinente. Nous ne désespérons pas que nos associations d'élus des collectivités puissent faire passer cet amendement une fois que nous aurons vu tous les dangers que nous fait courir le fait de cumuler le fonctionnement et l'investissement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Deux contre. Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 7 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ — IMPLANTATION DE BORNES ÉLECTRIQUES SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN – GROUPEMENT DE COMMANDES — DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire numéro 7, implantation de bornes électriques. C'est un sujet important et je passe la parole derechef à Madame Gianiel.

Isabelle GIANIEL

Monsieur le Président, chers collègues, lors du dernier Conseil de Métropole, au mois de décembre, vous aviez souhaité que je présente les éléments clés du dialogue diagnostic que nous avons mené pendant plus d'un an auprès des 31 communes de la Métropole, mais également de l'ensemble des associations qui interviennent sur le territoire métropolitain et au-delà, en matière de mobilité.

Suite à la présentation de ce diagnostic, nous avons largement débattu d'orientations à donner à notre réseau de transport et de mobilité métropolitain. Parmi les différentes orientations qui ont été débattues et votées lors de l'Assemblée, venait la question de la mobilité électrique. Aujourd'hui, si nous voulons favoriser le déploiement de la mobilité électrique, il s'agit pour la Métropole de pouvoir porter des investissements en matière de bornes IRVE, c'est-à-dire de bornes d'installation de recharge pour véhicules électriques.

J'avais fait état en fin d'année de la participation de la Métropole à un AMI, un appel à manifestation d'intérêt lancé par l'État et porté par l'ADEME en local, qui nous conduisait à proposer un certain nombre d'investissements sur le territoire métropolitain, sur les deux ans à venir. Très concrètement, il s'agit du déploiement de 128 points de charge sur quatorze communes de la Métropole.

Ce qui vous a particulièrement séduit dans le cadre du déploiement de ces bornes et de cet appel à projets, c'est que nous avons souhaité de ne pas le mener de manière soliste, dans notre coin montpelliérain, mais pour réaliser ces travaux, nous passons par l'intermédiaire du SYADEN, qui est le Syndicat audois de l'énergie porteur du projet. Il a fédéré un certain nombre de collectivités que je vais vous citer. Il a fédéré à l'échelle de la Grande Région sept syndicats départementaux : syndicats départementaux de l'Aude, donc, du Gard, de l'Hérault, de la Lozère, du Tarn pour Midi-Pyrénées, du Lot et de l'Ariège, et puis, en complément de ces sept départements de la Grande Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, les deux Métropoles de Toulouse et Montpellier.

Nous sommes donc dans une association, dans un partenariat tout à fait innovant, exceptionnel, le premier en France à cette échelle en matière de déploiement de bornes IRVE, qui va conduire sur les quatre ans à venir au déploiement d'un peu plus de 900 bornes sur le territoire de l'ensemble de ces départements et des deux métropoles, qui je le rappelle sur la métropole sur les deux ans à venir portera sur 128 points de charge.

Le partenariat fait l'objet d'une convention annexée à la délibération. Il porte non seulement sur un groupement de commandes qui conduira au déploiement de bornes standardisées à l'échelle de la Région, ce qui contribuera là encore à faciliter non seulement leur gestion, mais surtout leur utilisation par les usagers de la voiture électrique. Le partenariat portera également sur des points qui vont être travaillés de manière conjointe par l'ensemble des structures des collectivités concernées ; notamment je pense à tout ce qui concerne le déploiement d'un outil French Tech qui a pour vocation de réserver en temps réel les bornes pour que, lorsque l'on est en train de se déplacer, par exemple un petit voyage Montpellier-Toulouse, on soit sûr, dans le secteur de Lézignan-Corbières, de pouvoir recharger son véhicule.

Monsieur le Président

Merci Madame Gianiel, mais dites-moi, votre syndicat est une pieuvre : il se déploie partout, sur les départements, sur les métropoles, il avance ses tentacules.

D'ailleurs, je vous rappelle que bientôt à l'aquarium nous inaugurerons une nouvelle pieuvre parce que l'ancienne est morte. Une nouvelle va être mise en eau, je l'inaugurerai personnellement parce que c'est un animal qui me plaît beaucoup. Vous savez pourquoi ? Parce que la pieuvre a un regard binoculaire, comme le coelacanthé ou le mérou. Cela vous regarde en face. C'est tellement rare !

Qui veut poser des questions à Madame Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Unanimité. Bravo, Madame Gianiel.

AFFAIRE N° 8 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ — TRANSPORT EN COMMUN — GRATUITE POUR LES ACCOMPAGNATEURS DES PERSONNES HANDICAPÉES — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire numéro 8, transports en commun, gratuité pour les accompagnateurs des personnes handicapées dans le tram.

Isabelle GIANIEL

Un sujet sur lequel nous avons été mobilisés de longue date. Vous-même avez reçu un courrier ainsi que Régine Illaire au mois de février 2015 adressé par différentes associations montpelliéraines, je ne vais pas toutes les rappeler. Je voudrais juste rappeler que la Métropole investit chaque année 1 million d'euros par an pour la mise en accessibilité des arrêts bus. Pour cela, nous nous appuyons sur un document directeur qui est le schéma d'accessibilité, qui définit des arrêts prioritaires, mais aujourd'hui la Métropole, de manière extrêmement dynamique, a souhaité aller au-delà de ces arrêts prioritaires pour vraiment étendre son réseau d'accessibilité, en particulier sur le bus.

Néanmoins, cela ne suffit pas. Il faut que la Métropole soit encore plus solidaire des personnes fragiles, et solidaire également de leurs aidants. Car on le sait : le handicap, qu'il soit moteur, qu'il soit psychique, touche non seulement l'individu, mais touche bien souvent les familles et les aidants de ces personnes-là. Permettre la gratuité aux accompagnants dans le tramway et le bus, je dirais que c'est un véritable soutien, c'est un soutien nécessaire aux familles, et c'est une reconnaissance non seulement pour les personnes handicapées, mais également pour les aidants.

Monsieur le Président

Merci Madame Gianiel. Madame Illaire, Vice-Présidente chargée de l'accessibilité, mais également du handicap, puis Monsieur El Kandoussi, Président de TaM.

Régine ILLAIRE

Merci. Isabelle a très bien retranscrit la demande du Comité de liaison des personnes en situation de handicap. Effectivement, ce n'était pas une demande, mais plusieurs demandes ; je remercie donc l'assemblée d'accéder à cette demande. En concertation toujours avec le Comité de liaison, nous continuons l'adaptation des bâtiments, et cet après-midi nous sommes allés visiter une piscine de Montpellier, la piscine de la Chamberte, pour vérifier l'accessibilité. La concertation continue. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Illaire. Monsieur El Kandoussi.

Abdi EL KANDOUSSI

Oui, Monsieur le Président. Je souhaitais remercier bien évidemment l'autorité organisatrice, en particulier Isabelle Gianiel, Vice-Présidente déléguée à la mobilité et aux transports, et vous-même, Monsieur le Président. Nous sommes régulièrement sollicités par les accompagnants sur ce point et nous pourrions avec Monsieur Frizot bien évidemment répondre positivement à toutes les demandes qui arrivent sur nos bureaux. C'est une décision primordiale qui permettra aux aidants d'accompagner les personnes à mobilité réduite dans l'ensemble du réseau de la Métropole. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci Monsieur El Kandoussi. Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

AFFAIRE N° 9 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU A FABRÈGUES – MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET ÉLABORATION DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES — DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Affaire numéro 9, aménagement de protection contre les crues du Coulazou, à Fabrègues. Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir à tous. Les points qui vont suivre, les points 9 à 15, découlent du PAPI 2 dont la signature est intervenue le 11 décembre 2015. Monsieur Cyril Meunier est Président du SYBLE ; j'ai pris le relais derrière. Les travaux inscrits au PAPI 2 se situent dans la basse vallée de la Mosson sur les communes de Fabrègues, de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone. Dans les rapports qui suivent, nous allons principalement lancer les études complémentaires et les demandes d'aides financières.

Le premier rapport, le rapport 9 qui est l'aménagement de protections contre les crues du Coulazou à Fabrègues, est une demande d'aide financière dont les études préliminaires ont été financées dans le cadre du PAPI Lez. Les prestations de maîtrise d'œuvre et d'établissement des dossiers réglementaires et plans de submersion rapide, estimées à 250 000 euros, seront financées dans le cadre du PAPI 2. Le plan de financement c'est 40 % État, 20 % Région et 40 % Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Madame Galabrun. Je donne la parole à Cyril Meunier puis je vous dirai un petit mot, et Monsieur Revol après.

Cyril MEUNIER

Je vais être très court. Nous sommes dans le PAPI 2. Le PAPI 1 avait permis de faire des travaux sur le Lez, que vous connaissez. Là, nous attaquons la Mosson et le Coulazou. Nous intervenons dans le PAPI 2 sur Fabrègues, Villeneuve et Lattes principalement. Avec les services du SYBLE et l'ensemble des partenaires (dont les services de la Métropole que je remercie pour leurs compétences et leur dévotion sur ce dossier-là), nous essayons d'avoir un avenant très rapidement scellé avec l'État, d'ici le mois de juin, pour les communes de Grabels et de Juvignac. Je n'oublie pas non plus Lavérune et Saint-Jean-de-Védas qui ont eu à connaître des difficultés aux dernières crues de septembre 2014. On parle généralement exclusivement de Grabels et Juvignac vu l'étendue du désastre qui a pu toucher les populations de ces deux communes, mais il y a également les deux autres.

L'idée est très simple : nous allons très vite (encore merci à tous les techniciens de travailler la main dans la main sur cette opération) pour que l'avenant soit signé et que pratiquement de façon concomitante nous puissions mettre en place des travaux de protection des biens et des personnes sur cela.

Il n'y a qu'une chose que je voudrais vous dire, une chose essentielle que nous oublions régulièrement. Si la Métropole de Montpellier, à l'époque l'Agglomération, n'avait pas pris la compétence travaux, nous aurions pu signer tous les PAPI de la terre, nous n'aurions pas la réalisation des travaux. C'est la cheville ouvrière sur nos communes. Malheureusement pour d'autres communes qui ne font pas partie de la Métropole, leur EPCI ne l'ont pas fait. Si nous n'avions pas cette dynamique commune et solidaire de la Métropole, nous n'aurions pas ces travaux. C'est l'essentiel de ce que je voulais ajouter à ce que Jacky a très bien expliqué. C'est l'essence même de notre Métropole : la solidarité entre toutes nos communes. Je tiens évidemment (au niveau de Lattes, mais de toutes les communes qui ont connu des problèmes d'inondations) à remercier l'ensemble des collègues ici présents, et ceux qui avaient voté le transfert de compétences à cette époque.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Revol.

René REVOL

Je voudrais d'abord remercier Jackie pour son travail au niveau de cette délégation, puis Cyril en tant que Président du SYBLE. Nous travaillons tous de concert sur ces dossiers. Je me félicite qu'un mois après avoir obtenu enfin la signature du PAPI 2, nous puissions mettre cela à l'ordre du jour pour ce qui est d'ores et déjà inscrit dans le PAPI 2.

Il faut féliciter les services de la Métropole d'avoir fait diligence. Ils ont préparé ces dossiers depuis un certain temps, mais l'absence de signature faisait que nous ne pouvions pas les déposer. Sur la basse vallée de la Mosson, nous allons engager par là même tout un processus, avec des délais réglementaires et techniques qui font que cela ne sera pas immédiat, mais qui va démarrer l'année prochaine de manière réelle et concrète pour protéger les populations.

Je tiens aussi à préciser que si Juvignac et Grabels ne sont pas dans le PAPI 2 initial, c'est parce que l'étude qui a commandé ce PAPI 2 était arrivée à la conclusion que ces deux communes n'étaient pas menacées au point de les inscrire tout de suite au sein du PAPI 2, en 2012. Cette erreur initiale, la nature s'est chargée de la corriger avec les inondations que nous avons connues. Nous sommes maintenant unanimes à considérer qu'au sein du PAPI 2, il faut inscrire la protection de Juvignac, de Grabels, et naturellement ne pas oublier l'aval avec Lavérune et Saint-Jean-de-Védas.

À ce sujet, un des arguments qui avaient été avancés à l'époque est (pour reprendre le jargon en question) que le rapport coût/bénéfice — en gros, combien cela coûte pour protéger qui et quelle est l'évaluation des

risques concernant les personnes, qui fait quel bénéfice on obtient de l'autre côté — considérait que pour Juvignac comme pour Grabels, ce calcul coût/bénéfice n'était pas démontré.

Je pense qu'après les événements qui se sont produits à l'automne 2014 et qui ont porté atteinte aux biens de plus de 200 maisons cumulées entre Grabels et Juvignac, le rapport coût/bénéfice s'est inversé. L'investissement qui pourra être fait lorsque nous aurons instruit cet avenant de 3 à 4 millions d'euros (c'est autour de cette proportion) contribuera à protéger des biens qui ont été détruits dans des proportions bien plus gigantesques.

J'aurai l'occasion lors d'un prochain Conseil de faire le bilan financier. Cela concerne des parties privées : ce sont des évaluations qu'il faut faire avec les assurances, globales, de la somme dépensée pour venir en réparation du point de vue public et privé. Du point de vue public c'est autour de 1,5 million que nous avons dépensé sur la seule commune de Grabels. Les propriétés privées sont dix fois plus atteintes. De ce point de vue, en investissant 3 à 4 millions, nous faisons quelque chose qui prévient des dégâts futurs.

Je sais que tout le monde est au travail pour faire que cet avenant soit présenté le plus vite possible. Lors d'un prochain Conseil, nous acterons l'avancée de cet avenant. Je crois que nous serons tous mobilisés et qu'à partir de mi-2016 nous pourrons le faire valider et ainsi obtenir ces travaux. C'est une bataille, tout cela ne s'obtient que si l'on se bat pour l'obtenir. Je me félicite que nous soyons tous unis sur cette question.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Revol. Monsieur Lussert, Maire de Prades.

Jean-Marc LUSSERT

Monsieur le Président, chers collègues, à la fois pour renforcer ce que vient de dire René et ce qu'a dit Cyril, et parler de l'avenant au PAPI 2 : je note qu'il y a quatre lignes pour Juvignac, Grabels, Lavérune et Saint-Jean-de-Védas, et je voudrais ajouter une cinquième ligne pour Prades-le-Lez. Le PAPI, me semble-t-il, prévoit des études pour le ruissellement. On parle souvent de l'aval et c'est bien normal puisque les problèmes sont XXL en aval, mais en amont il y a des problèmes qui sont uniquement du ruissellement : ce serait intéressant de le prendre en compte.

J'ai eu une remarque aussi pour ce qui est des événements que rappelait René. À Prades, cela s'est « bien passé » par rapport à Grabels et à Juvignac. À Prades, on a quand même évacué tout un quartier, 200 familles, parce qu'un barrage écrêteur menaçait de rompre. En fait, c'étaient les capteurs qui disaient n'importe quoi, cela peut arriver. Je suis convaincu que ce barrage ne sert à rien puisque, lorsque les précipitations sont de plus de 200 millimètres, son volume est égal à moins de 1 % de l'eau qui arrive et qui est collectée par le Lez. 1 % de plus ou de moins, cela ne changera rien du tout à la crue.

Ce barrage coûte de l'argent tous les ans au Département pour son entretien et je suis convaincu qu'il ne sert à rien. Je me demande s'il ne faut pas le confirmer par une étude (ou en ressortir une, parce que je crois que cela a déjà été fait) et le détruire pour que cela arrête de coûter de l'argent pour rien à la communauté. Merci de m'avoir donné la parole.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je voudrais que nous ajoutions un petit élément de réflexion. Le PAPI 2 a plusieurs volets. Il y a le volet de travaux qui répond à l'analyse de l'État en coût/bénéfice, ce que vient d'expliquer René et ce qui était à l'époque sorti les propositions que faisait le SYBLE sur Grabels, Lavérune et Juvignac. Ce sont les gros travaux.

Ensuite, le PAPI 2 a des mesures de pédagogie, de sensibilisation, des mesures auxquelles j'ai tenu bon (ils voulaient les retirer) de protection à la parcelle. On ne peut pas protéger par travaux la totalité des habitations et des zones inondables. Cela coûterait trop cher, au vu du fameux calcul coût/bénéfice (les termes sont ignobles en matière d'inondations de biens et de personnes, mais c'est comme cela que c'est calculé).

En revanche, pour les conditions à la parcelle, nous avons triplé le budget amené par le SYBLE pour faire des études individuelles. Cela concerne l'ensemble des communes du bassin du Lez et de la Mosson, et pas seulement celles qui sont au PAPI. C'est pour répondre à la question de Jean-Marc et également au sourire d'Isabelle Gianiel qui me regarde parce qu'elle a sur Pérols ce genre de problématique. Elle m'en parle régulièrement et je la remercie au nom des Péroliens d'y porter autant d'attention.

Quand nous avons ces problématiques-là, nous sommes en mesure de payer le diagnostic et après le diagnostic, les personnes via leur assurance et via les aides de l'État peuvent avoir des aides pour mettre en protection leur parcelle. C'est en partie la solution pour les problèmes de ruissellement. Nous sommes bien d'accord, il y a donc deux types d'investissement : les investissements lourds sur les cours d'eau avec les digues, les champs d'exploration, les barrages, etc., et la deuxième partie est la protection à la parcelle des entreprises et des biens. Cela concerne la totalité des communes du bassin, des 41 communes du SYBLE.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Meunier. Monsieur Jean-Luc Savy, Maire de Juvignac.

Jean-Luc SAVY

Bonsoir, mes chers collègues. Monsieur le Président je voudrais, dans les pas de René Revol, remercier les travaux menés par la Métropole depuis l'année dernière avec à sa tête Jackie Galabrun qui est en face de moi, ainsi que Cyril Meunier au niveau de la présidence du SYBLE. Ils ont mené ensemble, en bonne synergie, les réflexions pour faire en sorte que lors de la commission mixte qui aura lieu à Paris cet été, nous puissions avoir un dossier défendable et défendu en termes de stratégie et de financement derrière, avec Egis eau, que je tiens à saluer et à remercier. Ils ont modélisé mathématiquement la situation du 6 octobre 2014 sur les communes de Grabels et Juvignac et ont pu démontrer à la fois à la Métropole et aux services de l'État la pertinence de construire pour Grabels un bassin et pour Juvignac une digue de 2 millions d'euros qui aurait sauvé 90 % des maisons si elle avait été construite.

Je voulais terminer en disant que je pense que la synergie doit s'opérer avec les services de l'État en particulier. J'ai en alternance le Préfet, ou le SYBLE, ou Jackie. À un moment donné, je pense que la synergie de ces trois opérateurs en tripartite doit être absolument (avec Egis eau qui a été missionné) essentielle. Je remercie aussi Madame Fuchs (je ne sais pas si elle est par là) d'avoir coordonné tout cela avec Jackie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Savy. Madame Gianiel.

Isabelle GIANIEL

Un petit mot rapidement pour remercier la Métropole qui est intervenue sur la commune de Pérols, qui est en bas du bassin versant de la Mosson. Des protections importantes ont été proposées et ont pu être testées lors des dernières pluies importantes du mois de septembre 2014. Elles ont pu être testées uniquement sur le quartier du port de Carême à Pérols qui fait partie du bassin versant du Lez et de la Mosson, qui a pu donc bénéficier des travaux au titre du PAPI 1.

Malheureusement, la commune de Pérols a le « difficile avantage » d'être sur deux bassins versants en même temps : d'un côté le bassin versant du Lez et de la Mosson qui se déversent sur le Méjean, et de l'autre côté le bassin versant de l'Or. Et là, en termes de coordination et de procédure administrative, nous ne sommes pas du tout avancés de la même façon.

Je me permettrai, pour le compte de la commune de Pérols, de solliciter de la Métropole sa plus grande attention quant au sujet du PAPI d'intention du bassin versant de l'Or. Il en va pour nous des enjeux en termes de protection du port des Cabanes de Pérols, qui aujourd'hui ne fait l'objet d'aucune programmation spécifique.

J'en profite également pour remercier Monsieur le Président du SYBLE qui ce soir a officialisé les discussions que nous avons pu avoir en *off*. Effectivement, si certaines communes connaissent des crues gravissimes, impressionnantes, dramatiques, les crues sur d'autres communes sont un peu moins impressionnantes, mais tout autant source de dégâts. À Pérols, ce sont 250 maisons qui ont été inondées lors des dernières inondations de septembre 2014. C'était moins impressionnant, moins couvert par la presse ; néanmoins ce sont autant de familles dans le désarroi et nous nous devons de les aider. C'est une très bonne nouvelle qui a été annoncée par Cyril Meunier ce soir quant à la prise en charge des diagnostics à la parcelle qui nous permettront je l'espère dans l'avenir de proposer des solutions pragmatiques en termes de protection des lieux habités. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame Gianiel. Qui souhaite s'exprimer ? Bien. Je voudrais remercier à la fois Jacky Galabrun-Boulbes, Cyril Meunier, René Revol ainsi que tous les intervenants, et remercier le Préfet Pierre de Bousquet parce que le PAPI 2 a été signé entre les deux tours des régionales, en dehors de toute problématique politicienne, dans l'intérêt général seul des populations concernées, grâce au truchement du Préfet qui nous a fait signer, Damien Alary et moi.

Je le dis maintenant, il y a prescription. Merci à tous. Je mets aux voix le PAPI 2, affaire 9. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON – APPROBATION DE L'AVANT-PROJET — DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Affaire 10, aménagement et protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Les affaires 10 à 13, nous sommes sur Villeneuve et Lattes. Le rapport numéro 10 est l'approbation de l'avant-projet. Il est fait un rappel des aménagements estimés par le maître d'œuvre à 3,3 millions d'euros. Il permet de protéger les secteurs densément habités jusqu'à une crue d'occurrence centennale : 130 habitations et trois campings à protéger. La deuxième partie, c'est solliciter les aides financières pour les acquisitions foncières et les travaux qui peuvent aller jusqu'à 25 % par l'État, 20 % par la Région et 55 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Deux affaires en une.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix l'affaire 10. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON — MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N° 3233EA13 — AVENANT N° 1 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 11.

Jackie GALABRUN-BOULBES

C'est le marché de maîtrise d'œuvre avec le bureau Egis eau, l'avenant numéro 1. Suite à l'approbation de l'avant-projet pour un montant de 3,3 millions d'euros, il est proposé d'approuver le montant définitif de la rémunération du maître d'œuvre. Celle-ci tient compte d'un montant de travaux légèrement inférieur à ce qui était prévu initialement, mais aussi les compléments demandés dans le cadre de la préparation du dossier PAPI 2. Au final, le montant total du marché est porté à 166 286 euros hors taxes, soit une augmentation de 5,81 % par rapport au montant du marché initial.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets le rapport numéro 11 aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON SUR LES COMMUNES DE LATTES ET VILLENEUVE-LES-MAGUELONE — APPROBATION DU PLAN DE SUBMERSIONS RAPIDES (PSR)

Monsieur le Président

Affaire 12.

Jackie GALABRUN-BOULBES

C'est l'approbation du plan de submersions marines. Tout financement de l'État concernant la sécurisation d'un ouvrage existant ou l'augmentation du niveau de protection d'un territoire doit faire l'objet d'une labellisation plan de submersions rapides. Il nous faut approuver ce dossier de PSR en vue de la demande de labellisation.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE VALLÉE DE LA MOSSON – APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUÊTES PUBLIQUES ET DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET LES AUTRES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

Monsieur le Président

Affaire 13.

Jackie GALABRUN-BOULBES

L'affaire 13, ce sont les enquêtes et la DUP. Il nous faut maintenant engager les procédures d'enquêtes publiques conjointes et demande d'utilité publique pour permettre l'acquisition du foncier sur les emprises du projet qui sont à peu près de 40 hectares.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU A FABREGUES – MARCHES POUR LA DÉSIGNATION DU MAÎTRE D’ŒUVRE ET POUR L’ÉTABLISSEMENT DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES ET PSR — COMMISSION COMPOSÉE EN JURY — ÉLECTION — AUTORISATION DE LANCER DEUX APPELS D’OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHES

Monsieur le Président

Affaire 14.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Nous revenons sur Fabrègues, avec une opération estimée à 4,2 millions d’euros pour une protection de 334 habitations.

Monsieur le Président

La 14, il faut que nous fassions une élection à bulletin secret.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Nous sommes à la 13 encore.

Monsieur le Président

C’est la 13 que tu as présentée ? Pardon. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Il y a plusieurs choses : désignation du maître d’œuvre et autorisation de lancer deux appels d’offres et de signer les marchés. Nous allons donc lancer les procédures d’appel d’offres restreint pour la désignation du maître d’œuvre et pour la réalisation des dossiers réglementaires. La rémunération est estimée à 180 000 euros hors taxes sur des travaux d’un montant de 3 600 000, mais aussi nous allons désigner un titulaire pour la réalisation et le suivi de l’ensemble des études nécessaires à l’obtention des autorisations et de la labellisation. C’est un marché à hauteur de 70 000 euros. Enfin, nous allons désigner des représentants composant un jury.

Monsieur le Président

Je vous propose comme candidats titulaires Eliane Lloret, Pierre Bonnal, Jackie Galabrun-Boulbes, Isabelle Guiraud, Mylène Fourcade. Suppléants : Guy Barral, Sauveur Tortorici, Yvon Pellet, Rosy Buono, et Geniès Balazun. Si vous êtes d’accord avec cette liste, vous mettez... Y a-t-il une autre liste ? Pas d’autre liste. Dont vous mettez « *liste 1* », le chiffre 1. Pendant ce temps, je continue.

AFFAIRE N° 15 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — PRÉVISION DES CRUES ET PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE — ACTIONS 2.4 ET 4.2.2 DU PAPI 2 LEZ — DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Affaire 15, toujours Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Ce sont maintenant les demandes d'aides financières pour lancer différentes études pour pouvoir cartographier suite aux crues de 2014. C'est une action majeure pour le SCoT et pour le PAPI 2. Ce sont des actions préventives que nous devons faire avant de penser, avant de construire.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 15. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée.

AFFAIRE N° 16 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — ÉCOGÎTE — VILLE EN ALERTE – MARCHE N° 3460EA14 POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME OPÉRATIONNEL DE SURVEILLANCE ET DE GESTION EN TEMPS REEL DU RISQUE HYDROLOGIQUE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 16.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Nous changeons de sujet : nous sommes sur l'Ecocité et la Ville en alerte. C'est le marché de mise en œuvre d'un système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique. Ce projet est financé à hauteur de 35 % par l'État, fonds Villes de demain, et de 45 % par l'Europe dans le programme FEDER.

Ce projet a pour but de se doter d'un outil collaboratif afin de mieux gérer la crise et de réduire les conséquences des inondations sur les biens et les personnes. C'est un outil innovant qui permet la gestion en période de crise à l'échelle intercommunale, avec l'ensemble des acteurs, communes et services de l'État. Dans un premier temps, l'outil est développé sur Montpellier, Lattes et Pérols. Il pourra bien sûr par la suite être mis à l'échelle du territoire.

Monsieur le Président

Personne ne demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 16. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES — SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT — STATION D'ÉPURATION DE SAINT GENIES DES MOURGUES / SUSSARGUES — MESURES COMPENSATOIRES SUR LA VIREDONNE — APPROBATION DU PROGRAMME ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES

Monsieur le Président

Affaire 17, schéma directeur d'assainissement, Madame Galabrun.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Ce sont les mesures compensatoires sur la Viredonne, située à Saint Geniès des Mourgues. Le montant des acquisitions foncières et des travaux se monte à 330 000 euros et cette action fait partie du contrat de Métropole conclu avec l'Agence de l'eau que nous signons demain à 11 heures et qui va nous permettre d'avoir des taux bonifiés.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Je demande à Mademoiselle Bodkin et Monsieur Abert d'être à la table des scrutateurs.

AFFAIRE N° 18 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ — DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 ET CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER (CNM) — AVENANT ET CONVENTION RELATIFS AU RÉTABLISSEMENT DE LA ROUTE DE VAUGUIERES — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, déplacement de l'autoroute A9 et contournement Nîmes-Montpellier, avenant à la convention. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 19 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ — TRANSPORT EN COMMUN – MODIFICATION DE LA TARIFICATION PASS'CONGRES – APPROBATION

Monsieur le Président

19, transports en commun, modification de la tarification du Pass'congrès. Qui veut des explications supplémentaires auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 20 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ — CONVENTION D'ÉCHANGES DE DONNÉES AVEC SNCF MOBILITÉS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 20, convention d'échange de données avec SNCF mobilités, autorisation de signature. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 21 : HORS COMMISSION — TRAMWAY LIGNE 4 — MARCHÉ N° 8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 – COMPLÉMENT A LA DÉLIBÉRATION N° 12450 DU 31 JUILLET 2014

Monsieur le Président

Affaire 21, tramway ligne 4, marché 8-421 des travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides. Je vous rappelle que l'inauguration du tramway, c'est début juillet, le 1^{er} juillet. Nous sommes en train de préparer une belle inauguration, très populaire, tout en mouvement.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 22 : HORS COMMISSION – TAXIS – DROITS DE STATIONNEMENT — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 22, droit de stationnement, c'est pour les taxis, dans le cadre des modifications sur les redevances sur l'occupation, redevance qui était communale.

Oui, Madame Jamet ? *Taxi driver*. Allez-y, Madame Jamet !

France JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues, j'avais une ou deux questions à vous poser relatives à ce dossier qui amène d'autres réflexions : d'abord parce que je ne sais pas exactement le prix fixé, s'il est en augmentation ou en diminution. Et au regard de la situation de cette profession que vous n'êtes pas sans connaître, il me semble qu'il était important de développer ou d'essayer de voir si vous aviez l'intention d'aider ou de prendre en considération ses difficultés.

Vous savez que les taxis sont en concurrence déloyale contre les VTC et qu'ils ne peuvent pas librement exercer leur métier. Ils se trouvent face à une politique nationale de pourrissement, de soumission, qui fait que petit à petit (tout à l'heure votre interlocuteur en parlait), nous nous retrouvons face à des problèmes de délocalisation, de dérégulation et de déréglementation.

Cela étant, ma réflexion à la première question est de savoir : comptez-vous faire quelque chose pour les taxis et ces droits de stationnement ? Mais j'ai été étonnée parce que vous avez très bien commencé cette séance avec ce représentant artisan métallier de l'entreprise Ducros, qui a parfaitement parlé des problèmes

que posent l'Union européenne et la soumission de notre Gouvernement. Des priorités doivent être données et aussi, vraisemblablement, un protectionnisme éclairé.

Vous avez balayé pas mal de sujets. Je vois que Montpellier et sa soumission, quoi que vous en pensiez à Toulouse, est un vrai sujet, que le lien a pourri aussi, qu'IDEX se retrouve dans une situation de pourrissement dont visiblement nous ne ressortons pas. J'en arrive à l'essentiel : notamment j'ai été étonnée que dans tous ces dossiers, à part peut-être le 17, il n'ait pas été question une seule fois des problèmes, ni dans votre intervention en préambule, ni dans les rapports relatifs aux déchets ménagers, à l'enlèvement des ordures ménagères, aux fuites à Castries avec les lixiviats.

Monsieur le Président

Quel rapport avec les taxis ?

France JAMET

C'est le cadre, ce que je suis en train de vous expliquer, d'une politique de soumission, de renoncement et de pourrissement. Je ne sais pas si vous arrivez dans le pourrissement.

Monsieur le Président

Mais quel rapport avec les taxis ? Il n'y a aucun rapport avec les taxis.

France JAMET

Je suis en train de vous dire : un, je souhaiterais savoir si vous avez des propositions concrètes. Deux, je voudrais savoir...

Monsieur le Président

Il n'y a pas que vous qui les aimez, les conducteurs de taxis. Vous n'êtes pas la seule à aimer les conducteurs de taxis, les conducteurs de camions, les conducteurs de poids lourds, les conducteurs de TGV. Moi aussi je les aime.

France JAMET

Vous les aimez, nous les aimons, aimons-les. Que faites-vous pour eux ? Ma question et ma réflexion : c'est une politique de pourrissement, de renoncement ou de soumission. À ce moment-là, ma réflexion arrive sur le problème des taxes et des ordures ménagères qui n'est abordé à aucun moment, dont visiblement on ne parle pas, ou dont depuis tout à l'heure on se félicite.

Monsieur le Président

Hors sujet.

France JAMET

Non, ce sujet est d'actualité. Vous auriez dû l'aborder en préambule.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre sur les taxis. D'abord, vous n'avez pas le monopole de la défense des taxiteurs. Un. Deux, vous n'avez pas le monopole de la défense des routiers. Trois, vous n'avez pas le monopole de la défense de tous les *drivers*. Voilà. Moi aussi j'aime les *drivers*.

France JAMET

Ce n'est pas moi qui suis au Gouvernement et qui soutiens la politique de Monsieur Valls, Monsieur Saurel.

Monsieur le Président

Attendez, Monsieur Valls en ce moment a beaucoup de choses.

France JAMET

Il faut qu'il s'occupe de Madame Taubira.

Monsieur le Président

Oui, il faut qu'il s'occupe de tout cela. Je suis exclu, vous le savez bien !

France JAMET

Mais copains/coquins, un peu !

Monsieur le Président

Ne mélangez pas tout. Croyez-vous que Monsieur Valls avant de prendre une décision me consulte ?

France JAMET

Visiblement non puisque, que ce soit la LGV, l'IDEX, etc., ce sont autant de projets sur lesquels Madame Delga passe très rapidement et où apparemment nous n'avons pas réussi, vous n'avez pas réussi à faire entendre notre voix.

Monsieur le Président

Madame Jamet, vous savez bien que l'IDEX est porté par les Universités et par la Région, pas par la Ville de Montpellier.

France JAMET

Monsieur Frêche (nous n'allons pas faire parler les morts), je ne sais pas s'il aurait eu plus d'impact.

Monsieur le Président

J'ai été très *soft*, vous avez vu que je n'ai attaqué personne. J'ai dit seulement qu'il n'y aurait plus de subventions pour la COMUE puisqu'elle ne portait pas l'IDEX, donc je ne voyais pas à quoi cela servait, et que nous allions geler les 15 millions parce que cela fait trois fois que nous perdons l'IDEX. C'est normal, non ?

France JAMET

Oui, et le LIEN, etc. Cela fait trente ans.

Monsieur le Président

C'est de l'argent public, je me mets à la place des Montpelliérains et des habitants de la Métropole.

France JAMET

Mettons-nous à la place des Montpelliérains, des habitants de la Métropole et des ordures ménagères.

Monsieur le Président

Je suis très ami avec les taxiteurs, avec les *taxi drivers*. Si vous regardez bien, ils étaient présents hier soir à la réunion que j'ai faite avec les commerçants pour le centre-ville en préparation de cette grande conférence de presse de quatre heures à laquelle il va falloir arriver Musclor.

Ils étaient présents et qu'ont-ils dit ? Ils ont dit : « *Les aménagements du pont de Sète à la sortie de la gare Saint-Roch sont impeccables.* » Personne n'avait résolu le problème des taxis à la sortie de la gare. Nous l'avons résolu. L'aménagement et la pénétration des taxiteurs pour desservir l'ensemble des hôtels, nous sommes en train de le régler cas par cas à l'intérieur de la ville. Voilà. Les taxis, d'ailleurs, n'ont pas manifesté. Bizarre ! À Montpellier, ils n'ont pas manifesté.

France JAMET

Bien sûr ! Ils sont très contents de la politique de Monsieur Saurel ?

Monsieur le Président

Bien sûr qu'ils sont contents !

France JAMET

C'est une profession qui est en train de crever.

Monsieur le Président

Ce qui vous gêne...

France JAMET

Cela ne me gêne pas.

Monsieur le Président

C'est que vous avez l'habitude de ne parler qu'à certaines catégories. Moi, je parle à tout le monde.

France JAMET

Vous êtes gonflé ! Je parle à tout le monde, notre électorat est pluraliste. 51 % des gendarmes et des policiers votent Front national, des policiers et des gendarmes qui sont défenseurs de la République. Donc, notre mouvement est un mouvement républicain.

Monsieur le Président

Écouter, Madame Jamet, à Montpellier cela n'a pas fait 50 %.

France JAMET

Nous étions quand même largement devant vous tous.

Monsieur le Président

Attendez, ne refaites pas le match !

France JAMET

Nous allons refaire les élections !

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité, merci.

France JAMET

Vous n'avez pas répondu.

AFFAIRE N° 23 : HORS COMMISSION — ORGANISME EXTERIEUR – SOCIETE ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS – REPRÉSENTANTS DE LA MÉTROPOLE – DÉSIGNATION

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire 23, il s'agit de la reconstitution du Conseil d'administration de Montpellier Events. Qui demande un vote à bulletin secret ? Personne. Nous allons le faire à main levée. Je vous propose la composition suivante : Madame Jannin, Monsieur Jaoul, et moi-même (les trois nouveaux représentants, c'est nous), et les trois confirmés, Bernard Travier, Jean-Pierre Rico, Michèle Dray. Il s'agit de me désigner aussi comme représentant à l'Assemblée générale.

Qui demande des explications ? Personne. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Deux abstentions. Mais vous vous êtes entendues, non ? Vous avez fait une petite réunion avec Madame Jamet, avant ? Vous votez pareil. Adoptée à l'unanimité des exprimés. Affaire 24.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Oui, Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Concernant cette délibération, en ce qui concerne Montpellier Events, cet établissement, cette société porte quatre bâtiments : le Corum, le Zénith qui sont sur la commune de Montpellier, et le parc expo et la salle Arena qui sont sur la commune de Pérols.

Je souhaite vous alerter sur un sujet : ces bâtiments, en tout cas ceux qui sont sur ma commune, génèrent un très grand nombre de nuisances. En l'occurrence, depuis quelques jours, j'ai deux groupements de caravanes sur le parking de la salle Arena, un troisième groupement de caravanes sur le parking de la maison Sud de France, également un groupement de caravane qui investit depuis dix jours la ZAC du Fenouillet, toujours sur Pérols. À ce jour, j'ai 300 caravanes de quatre groupes différents sur mon territoire.

La problématique des gens du voyage étant une compétence de la Métropole, j'en appelle à la solidarité de la Métropole. Cela fait deux jours que je passe à la ZAC du Fenouillet. Ce matin, j'ai reçu les commerçants de la ZAC du Fenouillet : ils ont réalisé 30 % de chiffre d'affaires par rapport à l'année passée puisque nous sommes en période de soldes. Les gens sont à bout, je suis sur place pour les calmer. Je crains qu'il arrive le pire. J'en appelle à la solidarité et Monsieur le Président j'appelle au secours. Je demande que la Métropole vienne nous aider sur ce sujet.

Monsieur le Président

Monsieur Rico, je donne la parole à Cyril Meunier puis à Madame Dardé qui est chargée du dossier sur la Métropole, et je dirais un mot après. Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Je prends la parole pour soutenir Jean-Pierre Rico. Nous avons appris un beau matin il y a deux semaines (Jean-Pierre, je ne me trompe pas ?) que le camp qui était sur Montpellier vers le Prés-d'Arènes était évacué. Nous l'avons appris par indiscrétion. Je ne sais pas si c'est ton cas, je l'ai appris par indiscrétion. Et d'un seul coup, nous avons vu arriver toutes ces caravanes qui dans un premier temps se sont réparties...

Monsieur le Président

Cyril, pour la clarté du propos, puisque tout le monde ne connaît pas la loi : le camp qui a été évacué au Prés-d'Arènes sur Montpellier était sur un terrain SNCF et à la demande de la SNCF le Préfet l'a fait évacuer.

Cyril MEUNIER

Je voulais dire, Philippe, que...

Monsieur le Président

Je précise pour que tout le monde soit bien au courant.

Cyril MEUNIER

Nous nous sommes retrouvés dans cette situation. Je ne dénonce personne.

Monsieur le Président

Cela peut être réinterprété, si nous ne donnons pas tous les éléments.

Cyril MEUNIER

Pour nous comme pour la SNCF, c'est une horreur. Nous voyions tous, lorsque nous prenions la descente (je me rappelle plus le nom de la route) qui longe la Lantissargues, nous voyions l'amoncellement...

Monsieur le Président

Fabre-de-Morlhon.

Cyril MEUNIER

Merci. Nous voyions l'amoncellement de déchets qui crée un réel risque hydraulique. Il est normal que ces personnes qui occupaient de façon illégale ce terrain soient à un moment donné sorties de cette propriété SNCF qui était sur la commune, que ce soit celle de Montpellier ou n'importe laquelle. Il est normal que l'on arrête ce genre d'invasion sauvage.

Le seul problème est que je l'ai appris (je ne sais pas comment Jean-Pierre et toi l'avez appris) par indiscretion et nous les avons vus débarquer. Ils ont quand même occupé pendant 48 heures le parking de Carrefour, ils ont essayé de rentrer sur certaines zones commerciales des deux communes de Lattes et de Pérols, ils ont refusé pour une partie d'aller sur l'aire de grand passage, ils ont totalement refusé, aucun n'a voulu y aller, même au moment où nous avons accepté de l'ouvrir alors qu'elle n'est pas destinée à cela. Nous sommes dans une situation aujourd'hui où il faut se retourner vers les services de l'État, je le dis à Catherine, pour que nous puissions arriver à nous en sortir. La situation que vit aujourd'hui la commune de Pérols est intolérable, totalement intolérable.

Jean-Pierre RICO

Pardon, Monsieur le Président : je confirme que ce jour-là, à 11 heures 30, par indiscretion j'ai appris que les gens du voyage étaient sur la commune. Lorsque je me suis rendu sur place, ils n'avaient pas encore cassé les portes. Je me suis interposé avec mon véhicule personnel. Était déjà présente la police nationale qui les avait conduits jusqu'à ce territoire sans informer le Maire du territoire. C'est tout à fait inacceptable.

De la même façon, Monsieur le Président, j'ai neuf policiers municipaux, je suis amené à accueillir des manifestations de 10 000, 15 000, 20 000, voire 35 000 personnes. L'autorité sur mon territoire avec neuf policiers municipaux, ce n'est pas suffisant. Lorsque nous faisons appel aux autorités de tutelle, nous avons les plus grandes difficultés à les faire se déplacer.

Je réitère ma demande : je milite farouchement pour que l'on institue sur le territoire de la Métropole une police métropolitaine qui puisse se permettre de nous accompagner lorsque nous avons ce type d'événement, quelles que soient les communes.

Monsieur le Président

Je répondrai là-dessus. Simplement, quelqu'un demande-t-il à voter ? Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller. Madame Dardé.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais dire deux choses. La première des choses est que par rapport à cette invasion qui s'est faite sans notre autorisation et contre l'autorisation de la Métropole, nous n'avons pas été avertis que le Préfet avait donné l'ordre de les installer sur la commune de Pérols.

Je remercie les services de la Métropole : nous avons effectivement demandé qu'ils ne viennent pas sur ce terrain-là. Malgré cela, le Préfet a pris cette décision. Nous pouvons regretter qu'il n'y ait pas une coordination et nous n'avons bien sûr pas été informés de cette décision, sauf a posteriori.

La deuxième des choses que je voudrais dire est que nous sortirons de ce problème (qui est un problème difficile) en mettant en place de réponses adaptées par une coopération, une solidarité entre toutes les communes. Pérols est particulièrement concernée, notamment Lattes aussi, mais c'est une compétence métropolitaine et il faut que nous travaillions et que nous avancions ensemble.

Actuellement, vous le savez, nous sommes en train de faire une évaluation des possibilités sur l'ensemble des communes. Le prestataire désigné rencontrera tous les Maires (c'est en cours) pour que chacun puisse exprimer ses propositions, voire ses positions, sur ce sujet. Notre objectif est de mettre en place d'ici la mi-2016 au moins une aire de grand passage supplémentaire et de gérer correctement l'aire de Lattes.

Quoi qu'il en soit, nous avons ici, par rapport à ce problème, affaire à des Hongrois qui ne sont pas des gens du voyage, qui ne sont pas des pasteurs qui conduisent des gens du voyage, qui sont, nous pouvons le dire, des personnes sans foi ni loi. Nous les avons déjà accueillis l'année dernière et je rappelle que déjà l'année dernière, pendant le mois de juillet, ils s'étaient installés sur l'ancien terrain d'IBM où ils sont restés pendant tout un mois et nous avons dû gérer les relations entre le voisinage, entre Montpellier et Castelnaud. Ceux-là sont difficilement gérables.

Je pense que nous ne pourrons être forts que quand nous aurons des réponses adaptées, que nous pourrons afficher par rapport au Préfet sur l'application du schéma tel que nous devons le faire. Une fois que nous aurons cela, nous pourrons être plus forts et dire au Préfet qu'il n'est pas acceptable qu'il envoie les caravanes n'importe où. Je pense que c'est la seule solution. Tant que nous n'arrivons pas à cela, nous aurons toujours des fragilités. Les pouvoirs publics et l'État pourront toujours, à tout moment, renvoyer vers un terrain contre notre avis. Voilà ce que je vous propose. Solidarité entre nous, nous avançons rapidement et je pense que d'ici la fin de ce semestre nous aurons des propositions concrètes à faire, en accord avec l'ensemble des Maires ici présents dont certains, je dois le souligner, ont déjà fait des propositions pour mettre à disposition des terrains sur leur commune.

Monsieur le Président

Monsieur Meunier puis Monsieur Rico, puis je dirais un mot à la suite de Madame Dardé.

Cyril MEUNIER

Je suis à 150 % d'accord avec Catherine Dardé. Elle a entièrement raison. Tant que nous ne serons pas totalement en règle et que nous n'afficherons pas une réelle volonté en la matière, nous aurons des difficultés. Un seul bémol qui ne relève pas de nous, c'est que l'État aujourd'hui, vu ses forces de police et ses forces de sécurité mises à disposition sur la Métropole, est dans l'incapacité, quelles que soient la qualité du DSP Jean-Michel Porret, et la volonté des Préfets, de gérer ces populations qui vont au coup de poing, qui vont à la pression et à l'intimidation.

Nous n'avons pas assez de forces de l'ordre sur la Métropole. Il faut que nous continuions à le dire au Gouvernement et à tous les Gouvernements qui passeront, jusqu'à ce qu'ils nous donnent raison. Nous

sommes bientôt la septième ville de France, nous sommes la septième Métropole de France. Il faut à tout prix que nous ayons la police et aussi un tribunal (pendant que j'y suis, j'y vais) qui soient réellement à la hauteur de l'importance de notre ville. Il faut réellement une remise à plat de la répartition du judiciaire et du policier sur la France. C'est essentiel, sinon nous ne nous en sortirons pas.

Monsieur le Président

Monsieur Rico.

Jean-Pierre RICO

Je suis tout à fait d'accord. Le but de mon intervention est que je lance un appel au secours. Il y a une décision immédiate à prendre, cela va finir en eau de boudin, je vous assure Monsieur le Président, mes chers collègues, cela va mal finir.

Aujourd'hui, il y a à peu près 80 caravanes installées sur des commerces fermés et des commerces ouverts. Vous avez par exemple le vendeur de literie : tous les petits sautent sur les matelas toute la journée. Lorsque des clients veulent bien venir, les commerçants sont obligés de les raccompagner à leur voiture. Les clients à la descente de voiture se font piller. Il y a des pickpockets, du racket, des insultes, des menaces. La tension est en train de monter. Aujourd'hui il y a besoin de trouver une solution urgente. Je le redis, désolé pour l'expression, mais cela va finir en eau de boudin, l'histoire. C'est vraiment un appel au secours immédiat.

Monsieur le Président

Monsieur Rico, nous ne pouvons pas le traiter là en séance publique. Nous allons le traiter après si vous êtes d'accord, je vous propose d'appeler le Préfet immédiatement. Nous n'avons pas le choix de toute façon puisque les forces de l'ordre ne sont pas sous notre gouvernance.

D'abord, sur le plan départemental des aires de grand passage et de gens du voyage, la Métropole a pris la compétence. J'ai demandé à Catherine Dardé de s'occuper de cela dans le cadre de sa délégation à la politique de la ville, ce qu'elle fait parfaitement. Je remercie les Maires qui travaillent avec elle. Certains, c'est vrai, ont déjà des propositions très concrètes à faire et nous les présenterons bientôt. Mais il y a encore du boulot. Il y a des communes qui n'ont rien et qui n'ont rien proposé ou peu proposé.

C'est plus qu'une solidarité, c'est du courage politique à l'intérieur de la commune. Parce que créer une aire des gens du voyage, ce n'est pas facile. Cela génère un tas de nuisances du voisinage et il faut pourtant le faire, car c'est l'intérêt collectif. C'est comme l'histoire des déchets et de la gestion des déchets. À un moment, il va falloir que nous en parlions, j'avertis les Maires. Pour le moment je n'en ai pas parlé, Madame Jamet a raison. Je n'en ai pas parlé. Chaque chose en son temps. Mais il faut respecter le plan départemental de la gestion des déchets. Nous allons nous y attaquer.

Les 31 Maires bien sûr ne seront pas tous d'accord, ni sur les aires des gens du voyage ni sur les déchets, et c'est normal. Cependant, il y a l'intérêt général : cela sert à cela une intercommunalité. C'est mutualiser ce qui est bien et mutualiser aussi ce qui est pénible. Mais je sais que vous le savez parfaitement, chers collègues, comme moi. Nous aurons l'occasion, pour ce qui est de Jean-Pierre Rico et sa proposition sur la police intercommunale, d'en reparler.

J'attends les propositions du Ministère de l'Intérieur. Lorsque j'ai rencontré Manuel Valls alors Ministre de l'Intérieur, je lui ai proposé, alors qu'il avait lui-même prévu la capacité des intercommunalités à créer une police intercommunale, que l'Agglomération soit pilote, espérant en cela avoir des moyens supplémentaires. C'est tombé à l'eau, je n'en entends plus parler, ni ici, ni ailleurs.

Ensuite, sur les effectifs de police nationale, la circonscription de Montpellier prend Pérols et Lattes. Nous avons Montpellier, Pérols, Lattes. L'effectif n'a pas bougé parce que Bernard Cazeneuve, quand il est venu, a accepté de nous donner 25 policiers supplémentaires nationaux, mais il en a retiré 23. Nous en avons reçu 25, il en a pris 23. Bilan : plus deux.

Je veux bien que nous parlions de la déchéance de nationalité, mais pour moi, le problème n'est pas celui-là. Le problème est que l'État doit remplir sa fonction de sécurité. Les 8 000 policiers nationaux promis par le Ministre de l'Intérieur et le Premier Ministre, je les attends avec avidité. Ils nous ont dit qu'il fallait deux ans pour les former. Deux ans, je compte : 2015, 2016 et 2017. Je sais compter. Je pense qu'il faut revenir à des schémas plus simples dans l'organisation politique du pays, mais cela me dépasse. Je ne suis ni Président de la République ni candidat.

Je mets aux voix l'affaire 23. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

AFFAIRE N° 24 : HORS COMMISSION — ORGANISME EXTERIEUR – SAEML TAM – ACQUISITION D'UNE PARTIE DES PARTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER — REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DESIGNATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 24. Cela concerne l'organisme TaM et je vous propose la présence au Conseil d'administration de TaM, parce qu'il a fallu recomposer les effectifs, de Mesdames Patricia Miralles et Titina Dasylyva. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 25 : HORS COMMISSION — ACHAT D'ESPACE PUBLICITAIRE DANS LES DIFFÉRENTS RÉSEAUX D'AFFICHAGE POUR LES BESOINS EN COMMUNICATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — MARCHES N° 4021CO15, N° 4022CO15, N° 4023CO15, ET N° 4024CO15 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25, achat d'espaces publicitaires dans les différents réseaux d'affiches. Qui demande des explications auprès de Monsieur El Kandoussi ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Vice-Président, pouvons-nous espérer que cet achat d'espaces publicitaires serve à la valorisation des communes de la Métropole, de leur patrimoine touristique, de leur patrimoine économique, etc., plutôt qu'à votre propre promotion, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

J'eus aimé, Madame Brissaud, qu'en d'autres temps vous ayez les mêmes réflexions pour d'autres.

Anne BRISSAUD

Je les ai eues, d'ailleurs il me semble que vous aussi, en campagne.

Monsieur le Président

Nous, au moins, nous avons fait la Régie publique de l'eau. Nous n'avons pas fait cela : « *Coucou, me revoilà !* »

Anne BRISSAUD

Il me semble qu'en campagne, vous avez même reproché à Monsieur Moure d'avoir accolé son nom à Montpellier Unlimited. Aujourd'hui, nous voyons votre image partout dans la ville et dans la métropole.

Monsieur le Président

Je ne suis pas en campagne, Madame Brissaud. Je ne suis pas comme vous, je ne suis pas candidat aux législatives.

Anne BRISSAUD

On dirait, franchement, que vous êtes candidat.

Monsieur le Président

Ah oui ?

Anne BRISSAUD

Vous avez un problème avec la démocratie, Monsieur le Maire ?

Monsieur le Président

Non, j'ai un problème avec vos propos qui sont déplacés, comme d'habitude.

Anne BRISSAUD

Ils ne sont pas du tout déplacés. Je vous signale que de nombreux Montpelliérains et autres...

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Ah non, vous n'allez pas vous marquer à la culotte, toutes les deux ! Chaque fois qu'il y en a une qui prend la parole, l'autre la prend après. Mais non ! C'est un terme de football. Les femmes jouent au foot. Allons !

J'ai fait voter.

AFFAIRE N° 26 : HORS COMMISSION — ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – DÉLÉGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 26, délégation permanente et collectivités territoriales. Ce sont les délégations par décision du Président.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une contre, adoptée.

AFFAIRE N° 27 : HORS COMMISSION — COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION

Monsieur le Président

Affaire 27 : commission du Conseil de Métropole. On acte pour information le fait que Monsieur Boumaaz se soit retiré de toutes les commissions du Conseil, et la modification pour la commune de Jacou. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention, adoptée.

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE — PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON — VENDARGUES — MANDAT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON — MARCHE DE TRAVAUX N° 2960T13.01 — LOT N° 1 — AVENANT N° 2 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 28, parc d'activités du Salaison, Vendargues : Monsieur Lévit. Souhaitez-vous avoir des explications complémentaires auprès de Monsieur Lévit sur le parc du Salaison à Vendargues ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE — DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL — AXE EURO-MEDITERRANEE — MISSION EXPLORATOIRE ET D'AFFAIRES ITALIE (PALERME), ALGÉRIE (TLEMEN ET ALGER CHANGEMENT DE DATE) FÉVRIER 2016 ET ALLEMAGNE (RHEIN-NECKAR) MARS 2016 — FINANCEMENT DES MISSIONS — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 29, développement international, axe Euro-Méditerranée, mission exploratoire et d'affaires à Palerme, en Algérie à Tlemcen et Alger en février, et en Allemagne. Qui veut des explications ? Pas d'explication.

Palerme, c'est moi qui y vais. Je vous le dis avant que Madame Brissaud ne pose la question. Madame Brissaud, c'est moi qui vais à Palerme et ma femme paye son voyage. Je vous le dis avant pour éviter que dans une séance future vous posiez la question. Invitation de Leo Luca Orlando, le Maire de Palerme. Je

vous répondez avant. Maintenant je vais vous donner plein de détails : comme cela, cela vous évitera de poser des questions.

Je mets aux voix : contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE — DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL — PLATE-FORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION EUPIC POUR 2016 – CONVENTION — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30, plate-forme de promotion des vins de Montpellier. Qui demande des explications auprès du rapporteur Max Lévitte ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE — SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATE-FORME OPEN DATA AVEC LES COMMUNES MEMBRES — CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES CONFORME AUX ARTICLES L. 5217-5 ET L. 5215-27 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 31, toujours dans le développement économique, solution mutualisée d'une plate-forme open data avec les communes membres. Qui demande des explications à Max Lévitte ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE — SOLUTION MUTUALISÉE DE DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES DE MARCHES PUBLICS EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES MEMBRES — CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES CONFORME AUX ARTICLES L. 5217-5 ET L. 5215-27 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32 : dématérialisation des procédures. Je mets aux voix. Contre ? Une contre. Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 33 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CLAPIERS — MODALISENT DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 33 : modification du PLU de la commune de Clapiers. Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin, Vice-Présidente chargée de l'aménagement durable du territoire ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 34 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — MODIFICATION SIMPLIFIÉE DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ — MODALISENT DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC — APPROBATION

Monsieur le Président

34, modification simplifiée du PLU de Prades-le-Lez. Pas de demande d'explication auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 35 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — AMÉNAGEMENT ET URBANISME — ENFOUISSEMENT DES LIGNES A HAUTE TENSION A L'EST DE MONTPELLIER — VILLES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER — CONVENTION DE RÉALISATION ET DE FINANCEMENT AVEC RÉSEAU DE TRANSPORT ET D'ÉLECTRICITÉ (RTE) — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 35, Madame Jannin, enfouissement des lignes, c'est très important. C'est un bon projet, un gros projet.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement c'est un beau projet. Dans le cadre de l'aménagement de certaines de ses opérations, la Métropole a souhaité solliciter RTE, Réseau de transport et d'électricité, afin d'étudier la mise en souterrain et la dépose de quatre lignes à haute tension qui se développent sur l'est de Montpellier (vous les voyez ici en photo et très proches de l'urbanisation et de quartiers existants ou en devenir) dans le but d'améliorer la qualité urbaine.

Il s'agit donc d'enfouir 12,8 kilomètres de linéaires aériens qui se développent de la ZAC Eurêka extension à Castelnau jusqu'à l'A9 et qui surplombent aujourd'hui les quartiers du Millénaire et d'Eurêka, ainsi que les opérations d'aménagement extension Eurêka, Parc Marianne, Hippocrate, Cavallade et République. Ce projet d'enfouissement est estimé à 18,4 millions d'euros. Vous le voyez : une somme extrêmement importante.

Nous avons réussi, après plusieurs mois de travail et d'études, à réaliser un projet qui puisse être équilibré. C'est-à-dire que sur ces 18,4 millions d'euros nous avons une participation de RTE à hauteur de 16,8 %, soit environ 3 millions d'euros. Nous sollicitons également le 1 % paysage pour 3 millions d'euros et enfin nous

pouvons, grâce à cet enfouissement, dégager des recettes estimées de valorisation foncière dans les opérations d'aménagement de l'ordre d'environ 12,9 millions d'euros.

Cette convention que nous vous proposons ici est donc l'étape à laquelle nous donnerons feu vert pour la réalisation de procédures administratives et des études opérationnelles. La durée des travaux sera d'environ 18 mois. Ils se dérouleront en 2018 et 2019. À l'issue des procédures administratives, l'engagement de ce projet nécessitera la signature d'une convention de travaux pour des travaux prévus en 2018-2019.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jannin. Qui souhaite s'exprimer ? Oui, Madame Dardé.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais souligner tout l'intérêt de cette opération d'enfouissement des lignes d'abord pour l'ensemble des communes concernées, et notamment l'extension de la ZAC Eurêka. Je souligne le travail élaboré avec la SERM à ce sujet. Nous avons un projet important qui s'appellera « Génération connectée » sur cette ZAC Eurêka, où il y aura à terme 1 800 logements plus des activités commerciales et bien sûr des activités tertiaires. C'est un beau projet. En plus, comme vous le savez, l'enfouissement des lignes permet de préserver la santé des populations à proximité de ces lignes à haute tension. Cela valorise le foncier mais cela préserve aussi la santé des populations. C'est un très beau projet, merci à tous ceux qui y participent.

Monsieur le Président

Qui souhaite encore s'exprimer sur cette affaire ? Un petit mot pour dire qu'avec Madame Stéphanie Jannin nous sommes très attentifs sur ce dossier à la qualité de l'enfouissement des lignes. Les experts nous ont expliqué qu'il fallait absolument que nous nous garantissions, en termes de santé, des champs magnétiques, et que les tranchées qui vont les abriter soient éloignées et parfaitement isolées avec des matériaux spécifiques. Nous en avons pris conscience, nous avons d'ailleurs voté à la Ville de Montpellier un vœu dans ce sens.

Stéphanie JANNIN

J'ajouterai que cette période d'études qui est encore nécessaire vise justement à préciser l'enfouissement des lignes, le degré, la profondeur d'enfouissement, le type d'enfouissement, et déjà, certaines dispositions ont été prises, notamment un positionnement en trèfle qui permet aux lignes d'agir, de supprimer l'effet en étant les plus rapprochées les unes des autres. Le dossier a également été vu et validé par l'ARS et nous avons à préciser maintenant dans les études la profondeur d'enfouissement de ces lignes suivant la proximité des bâtiments.

Monsieur le Président

Si personne ne demande d'explication, je mets aux voix l'affaire 35. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité.

Plusieurs choses avant l'affaire 36, d'abord les résultats du vote de l'affaire n°14. Présents, 83, votants 81, trois bulletins nuls, deux bulletins blancs, 78 suffrages exprimés. La liste numéro 1, composée de Madame Lloret et Monsieur Pierre Bonnal, Madame Galabrun, Madame Gianiel, Madame Fourcade, Monsieur Barral, et en suppléants Monsieur Tortorici, Monsieur Pellet, Madame Buono et Monsieur Balazun, est élue.

Je fais voter l'affaire 14 inhérente au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Je réponds en *tweet live* aux journalistes qui sont dans la tribune et qui se posent la question : « *Comment geler dans le cadre de l'IDEX les 15 millions d'euros ?* ». C'est facile : je n'ai pas signé le CPER. Je n'ai pas signé le contrat de plan État Région. Il est encore modulable.

AFFAIRE N° 36 : DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE — POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL – CONVENTION DE TYPE « VEILLE FONCIÈRE » AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE GRABELS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire suivante, politique en faveur du logement social. Qui demande des explications auprès de Madame Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

AFFAIRE N° 37 : COHÉSION SOCIALE — PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER CENTRE – CONVENTION TERRITORIALE — AVENANT N° 10 — AVENANT À L'AVENANT DE CLÔTURE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 37, projet de renouvellement urbain du quartier centre, convention territoriale. Qui veut des explications auprès de Madame Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT — ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 107 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCES MOLIÈRE ET SEGUR — 721 RUE DU PRE-AUX-CLERCS — MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 38, acquisition-amélioration de 107 logements. Qui demande des explications auprès du Vice-Président Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Madame Illaire, Lévy-Rameau, Miralles, Monsieur Cotte, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Jean-Luc Savy ne prenons pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 39 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE DIX LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE RENE SUBIAS, 29 RUE DE LA PIERRE-BLEUE A CASTRIES — GARANTIE D'EMPRUNTS A L'OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39, dix logements sociaux résidence Le Carré des Chênes à Castries : si personne ne demande la parole, si Monsieur Ségura ne souhaite pas intervenir et si ceux qui ne doivent pas voter ne votent pas, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 40 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE QUINT ET SENS – AVENUE NINA-SIMONE A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40, construction de 37 logements sociaux Quint et Sens avenue Nina-Simone à Montpellier. Monsieur Pellet et Madame Demon ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Si Monsieur Ségura veut dire un mot, il m'arrête. Si vous voulez, vous m'arrêtez. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 41 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RÉSIDENCE QUINT ET SENS – AVENUE NINA-SIMONE A MONTPELLIER — GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 41, 25 logements en location-accession résidence Quint et Sens, toujours pareil, Nina-Simone. Monsieur Pellet et Madame Demon ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE CINQ LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE QUINT ET SENS – AVENUE NINA-SIMONE A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE FDI FONCIÈRE — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 42 : cinq logements Quint et Sens FDI foncière, Monsieur Ségura. Monsieur Pellet et Madame Demon ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE NEUF LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE LINK — 1033 AVENUE DU PIC-SAINT-LOUP A MONTPELLIER — GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS — CONVENTION — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

43, neuf logements avenue du Pic-Saint-Loup à Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adoptée.

AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE BO GARDEN, 696 RUE DE LA SORBES A MONTPELLIER — GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS — CONVENTION — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 44, construction de douze logements sociaux chemin de la Sorbes à Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE LE DOMAINE DE L'ARBOUSIER, ROUTE DE SAINT-DREZERY A SUSSARGUES — GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS — CONVENTION — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 45 : construction de quatre logements sociaux Domaine des Arbousiers à Sussargues. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE LES PORTES DU SUD – AVENUE DES PLATANES A LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

46 : 17 logements sociaux à Lattes. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX — RESIDENCE CALAHORRA — ZAC SAINT-ESTEVE LOT M1 A PIGNAN — ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM ERILIA — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

47 : construction de 56 logements sociaux Calahorra à Pignan. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX — RÉSIDENCE URBAN EDEN — 18 RUE DES PERRIERES A CASTELNAU-LE-LEZ — GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM DOMICIL — CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 48, 27 logements sociaux à Castelnau. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE VINGT LOGEMENTS SOCIAUX — AVENUE DE MAURIN A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE – DÉLIBÉRATION N° 13491 DU 16 DÉCEMBRE 2015 — MODIFICATION

Monsieur le Président

49 : vingt logements sociaux avenue de Maurin. C'est une régularisation. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Merci, Monsieur Ségura.

AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT — CONSTRUCTION DE 181 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS — RÉSIDENCE LA COLOMBIERE II, RUE COLOMBIERE A MONTPELLIER — ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 13269 — GARANTIE D'EMPRUNTS A L'OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 50 : 181 logements sociaux étudiants à Montpellier. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Cotte, moi-même, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre et Jean-Luc Savy, ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 73 LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

51 : il s'agit là d'attribution de subventions pour la réhabilitation de 73 logements dans les communes de la Métropole. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT — OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 — QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON — ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52 : opération programmée d'amélioration de l'habitat quartiers Gambetta, Figuerolles, Ecusson. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT — OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 — QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON — DÉLIBÉRATION N° 13275 DU 30 SEPTEMBRE 2015 — MODIFICATION

Monsieur le Président

Affaire 53 : OPH Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 54 : FINANCES — ORGANISMES EXTÉRIEURS — ASSOCIATION FINANCES GESTION ÉVALUATION (AFIGESE), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF), ASSOCIATION FRANCE URBAINE — COTISATIONS 2016 — ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF) — COTISATION 2015 — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 54 : finances, organismes extérieurs, Association finances gestion évaluation (AFIGESE), Assemblée des communautés de France. Ce sont des adhésions. Qui veut des explications auprès de Max Lévi ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES HUMAINES — MISE À JOUR DES CONCESSIONS DE LOGEMENT – LISTE D’ATTRIBUTION – MODIFICATION

Monsieur le Président

Affaire 55, ressources humaines, Pierre Bonnal.

Pierre BONNAL

Je n’ai pas de micro. Ah si.

Monsieur le Président

Si, tu l’as !

Pierre BONNAL

Merci, Monsieur le Directeur général. C’est très simple. Nous revenons à parler de gens du voyage. Cela concerne Bionne, c’est valider le principe en vigueur à la Ville de Montpellier du logement du gardien, en ajoutant la liste de tous les autres logements déjà utilisés à la Métropole.

Monsieur le Président

Si personne ne demande d’explication à Pierre Bonnal, je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 56 : RESSOURCES HUMAINES — MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Monsieur le Président

Affaire 56.

Pierre BONNAL

Régulier : création de postes, transformation de postes, confirmation de postes. Mes chers collègues, je réponds à vos questions si tant est qu’il y en ait.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée. 57.

AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES HUMAINES — INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IHTS) — MODALITES DE PLAFONNEMENT — MODIFICATION

Pierre BONNAL

Mais vous pouvez me poser des questions, Monsieur le Maire de Castries ! Indemnités horaires : nous rejoignons la même liste globalement que tout à l'heure, nous intégrons le gardien de Bionne au-delà du quota de 25 heures. Merci.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE — MUSEE FABRE — CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT DE L'AOC LANGUEDOC GRES DE MONTPELLIER — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire culture, musée Fabre : convention de partenariat avec le syndicat de l'AOC Languedoc Grès de Montpellier. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE — MUSÉE FABRE — CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION I.PEICC — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59, musée Fabre, convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association I.PEICC, c'est une convention avec la Métropole. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 60 : CULTURE — MUSEE FABRE — CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION LA CIMADE, GROUPE LOCAL MONTPELLIER — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60, convention de partenariat entre le musée Fabre et l'association la CIMADE. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 61 : CULTURE — MUSÉE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L’ASSOCIATION LES AMIS DU MUSÉE FABRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

61 : convention de partenariat avec l’association Les Amis du musée Fabre. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 62 : CULTURE — MUSÉE FABRE — CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L’ASSOCIATION CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62 : convention de partenariat entre le musée Fabre et l’association Culture et sport solidaires 34. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 63 : CULTURE — MANIFESTATIONS ET ÉVÉNEMENTS 2016 — PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE DE L’ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÉNEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 63 : manifestation et événements 2016, prise en charge des frais de déplacement et autres frais annexes. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 64 : CULTURE – RÉSEAU DES MEDIATHEQUES – CONVENTION DE COOPERATION LIÉE AU TRANSFERT DE DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES RELEVANT DU DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

64 : réseau des médiathèques, convention de coopération liée au transfert de documents cartographiques relevant du dépôt légal avec la Bibliothèque nationale. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 65 : CULTURE — RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIME-CESAIRE – LANCEMENT DE LA CONSULTATION EN VUE DES TRAVAUX – APPROBATION DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE GLOBALE DE L'OPÉRATION

Monsieur le Président

Affaire 65 : reconstruction de la médiathèque Aimé-Césaire à Castelnau. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 66 : CULTURE — ÉTABLISSEMENTS CULTURELS – ADHÉSION À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS – APPROBATION

Monsieur le Président

66 : établissements culturels, adhésion à des réseaux d'échanges professionnels pour une valeur de 10 000 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 67 CULTURE — SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES — AVENANT A LA CONVENTION DE DÉPÔT D'OBJETS ARCHÉOLOGIQUES ENTRE LE MUCEM ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

L'affaire 67 : site archéologique Lattara, avenant à la convention de dépôt d'objets archéologiques entre le MuCEM et Montpellier Méditerranée Métropole. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 68 CULTURE — CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA SOCIÉTÉ 7LTV ET LA VILLE DE MONTPELLIER — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68 : convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV et la Ville de Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT — RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — MODIFICATION DES STATUTS ET DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION — APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69 : Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, modification des statuts, René Revol.
Monsieur Revol ?

René REVOL

Il s'agit d'une précision des statuts, c'est que maintenant la Régie a ses propres locaux qui sont au 391 rue Font-Froide, en limite Nord à la fois de la Ville de Montpellier et de la Métropole, et qui se rapproche par là même de la source du Lez, qui doit donc être actée dans les statuts pour que légalement tout le courrier nous arrive. Par ailleurs, nous changeons un membre du Conseil d'administration à la demande d'une association, CLCV, qui a demandé que Madame Jacqueline Jamet soit remplacée par Madame Simone Bascoul qui est spécialisée sur nos questions donc qui rejoindra par là même le Conseil d'administration à la place que représente la CLCV. Voilà.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 70 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT — MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT — CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST TRANCHE 5 POMPIGNANE — MARCHÉ DE TRAVAUX N° 3402EA13 — AVENANT N° 1 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70, travaux supplémentaires liés à la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement.

René REVOL

C'est un avenant de 2 % concernant l'intercepteur est. Il faut négocier, ratifier cet avenant qui a été bien négocié.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 71 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE FONTMAGNE SUR LA COMMUNE DE SAINT-BRES – CONVENTION DE COMAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71 : développement des réseaux d'eau potable et assainissement rue Fontmagne, sur la commune de Saint-Brès.

René REVOL

Il s'agit d'une opération à la fois de voirie et des différents réseaux au centre de Saint-Brès, c'est un investissement important. Il faut que ce soit voté aujourd'hui pour que nous puissions nous engager.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 72 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUELEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU PÔLE BALARD A MONTPELLIER – CONVENTION DE COMAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72 : renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement du pôle Balard à Montpellier.

René REVOL

Au pôle Balard, au niveau des hôpitaux, on profite d'un réaménagement général à cet endroit-là pour rénover la totalité des réseaux et ne pas avoir le refaire une fois que l'ensemble de cette opération sera fait. Ce n'est pas un petit chantier ; il va démarrer bientôt et va nous occuper.

Monsieur le Président

Cela fait partie des travaux de la COMUE, nous pourrions couper l'eau. Je plaisante ! Je vous le montre, au passage des affaires. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 73 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESTRUCTURATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU LOTISSEMENT LES PRÉSAGES ET DE LA ZAC DES PLANS A RESTINCLIÈRES – CONVENTION DE REMBOURSEMENT DE TRAVAUX RÉALISÉS POUR LE COMPTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE METROPOLE — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73, restructuration du réseau d'assainissement du lotissement les Prémages et de la ZAC des Plans, à Restinclières.

René REVOL

C'est dans le cadre d'une ZAC de Restinclières : nous participons à notre contrat avec l'aménageur qui a pris en charge la majorité de l'investissement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 74 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT — PAYS DE L'OR AGGLOMÉRATION — CONVENTION D'ACHAT D'EAU POTABLE — AVENANT N° 1 — AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 74, Pays de l'Or Agglomération. Écoutez bien cela, c'est une belle histoire. Pays de l'Or Agglomération, convention d'achat d'eau potable, avenant numéro 1. Monsieur Revol.

René REVOL

Dans le cadre de nos rapports avec les différentes agglomérations, les bassins versants sont organisés d'une manière qui fait fi des territoires administratifs. Il faut bien que nous nous organisions entre collectivités, donc nous vendons de l'eau potable pour une petite partie et nous en achetons pour une très grande partie, ce qui nous permet de fournir les communes de Pérols et de Lattes. Nous avons passé un accord pour cet achat et cela concerne d'ailleurs aussi la délibération suivante, BRLE qui fournit l'eau à partir de là. C'est un accord avec cette collectivité et je me félicite des excellents rapports que nous avons avec cette collectivité comme avec les autres qui nous entourent.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Je mets aux voix l'affaire 74. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 75 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT — BRLE — AVENANTS AUX CONVENTIONS DE LIVRAISON D'EAU À LA METROPOLE — AVENANTS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75, contre ? Abstentions ? Adoptée.

AFFAIRE N° 76 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT — CONTRATS DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT – DOCUMENT D'EXÉCUTION DE LA PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 76, contrat de délégation du service public de l'assainissement, document d'exécution de procédure de fin de contrat. Qui demande des explications auprès de René Revol ?

René REVOL

Le contrat avec notamment le délégataire s'achevant, il nous faut négocier ces fins de contrats (dont pour une partie les amortissements d'investissements n'ont pas eu lieu) et différents autres aspects. Je me félicite que nous ayons pu aboutir à faire baisser les sommes demandées au départ et que nous ayons pu réaliser ce contrat. J'en profite pour vous dire qu'au niveau de la Métropole, nous allons lancer un audit indépendant qui fera, maintenant que toute cette affaire est derrière nous, le bilan de manière objective de la délégation qui régit notamment Montpellier et les principales villes autour, dans les 25 dernières années. Voilà.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, vous avez demandé la parole.

Anne BRISSAUD

Pouvons-nous espérer une baisse plus importante du tarif de l'eau ou nous arrêtons-nous là ?

Monsieur le Président

Attendez, vous n'étiez pas à la dernière réunion du Conseil de Métropole ?

Anne BRISSAUD

Si, si, j'étais là.

Monsieur le Président

Parce que nous avons déjà répondu dix fois à la question.

Anne BRISSAUD

Vous vous vantez d'avoir baissé le tarif.

Monsieur le Président

Moi, cela va. Vous êtes bien tombée, je suis fils d'instituteur, je suis habitué à répéter, répéter, répéter, il n'y a pas de problème. Monsieur Revol est enseignant de métier, il va se faire un plaisir de vous répéter ce qu'il a déjà dit quinze fois, rien que pour vous.

Anne BRISSAUD

Tout va bien !

René REVOL

L'art de l'enseignement est la répétition.

Anne BRISSAUD

Visiblement, ce n'est pas clair !

René REVOL

Le coût de l'eau potable (je parle de l'eau potable) concernant le périmètre de la Régie nous permet de baisser d'un peu plus de 10 % hors taxes le prix de l'eau potable, tout en multipliant par quatre ce qui nous est réservé pour l'investissement. Ce qui prouve que la Régie est à la fois plus efficace et moins chère que le délégataire précédent. Nous avons fait une baisse du prix de l'eau raisonnée, autour de 10 %, qui nous permet de maintenir l'investissement nécessaire pour la réalisation du schéma directeur d'eau potable, et nous avons augmenté l'investissement puisque cette année nous investissons 9 millions d'euros au niveau de l'eau potable. Vous avez dans le dernier numéro des éléments qui vous sont donnés sur la réfection des réservoirs. Ces investissements commencent, ils sont plus importants que les années précédentes, et l'année prochaine nous passerons à un rythme de croisière de 11 millions d'euros par an.

Anne BRISSAUD

Donc on ne pense pas à baisser le tarif ? C'est la question. Le reste, j'ai compris. La réponse est non, merci.

René REVOL

Nous avons baissé le prix de l'eau potable de manière raisonnée, afin de pouvoir maintenir l'investissement continu : par les temps qui courent, faire baisser un prix c'est bon à prendre.

Monsieur le Président

Vous avez compris, Madame Brissaud ?

Anne BRISSAUD

J'ai compris, ce n'est pas le problème. La question était : « *Va-t-on baisser encore le tarif de l'eau, ou pas ?* ». C'est tout. Veolia avait proposé, à l'époque, de le baisser de 50 %. Je suis restée là-dessus, avec cette possibilité envisagée. Je me dis que ce n'est pas négligeable comme question.

Monsieur le Président

Madame Brissaud, c'est très important : pour une fois que nous nous voyons tous ensemble, il faut en profiter. Madame Brissaud, avez-vous voté pour la Régie publique de l'eau, ou contre ?

Anne BRISSAUD

Oui, j'ai voté pour.

Monsieur le Président

Alors pourquoi ressortez-vous l'affaire Veolia maintenant ?

Anne BRISSAUD

Parce que cela m'intéresse et que cela intéresse d'autres personnes...

Monsieur le Président

Vous auriez dû voter pour Veolia !

Anne BRISSAUD

Qui aujourd'hui se disent : « *Si nous pouvons payer moins cher, c'est bien.* » C'est tout, c'était une question, mais visiblement vous n'aimez pas les questions, Monsieur le Maire.

Monsieur le Président

Vous surfez sur les modes.

Anne BRISSAUD

Pas du tout, je pose une question et la question est : « *Est-ce l'une de vos priorités de baisser le tarif, ou pas ?* ».

Monsieur le Président

Madame Miralles a raison : vous êtes trop gourmande. Oui !

Anne BRISSAUD

C'est clair, c'est non. Merci de la réponse.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 76. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous votez pour, alors, maintenant ?

Anne BRISSAUD

Je vais m'abstenir.

Monsieur le Président

Voilà ! Abstenez-vous, c'est plus correct. Une abstention, adoptée à l'unanimité.

Chers collègues, merci. Je vous convie à l'étage supérieur. Je convie aussi les journalistes, s'ils le souhaitent. Je convie également les quelques Directeurs de service qui sont là et les élus qui sont présents, en les remerciant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.